

La voix de l'opposition de gauche

Le 10 décembre 2017

CAUSERIE

Ni Charlie, ni Macron, ni Johnny !

Je suis Gaza, Marx, Hendrix !

Ils croyaient que des centaines de milliers de personnes, voir un million ou plus allaient se précipiter sur les Champs-Élysées : C'est raté !

Euronews - ...un impressionnant cortège funéraire a parcouru les Champs-Élysées, applaudi par plusieurs dizaines de milliers de personnes. Euronews 9 décembre 2017

Vous aimez la musique, cela tombe bien moi aussi, avant-hier j'ai téléchargé quelques morceaux en concerts de Miles Davis, Art Blakey, Stan Getz, Chick Corea, Herbie Hancock , et deux trios John Coltrane, Stan Getz, Oscar Peterson et Dizzy Gillespie, Jon Faddis, Arturo Sandoval...

Je n'écoute pas que Satriani ou Vaï ou Beethoven, et vous ?

Ce portail ne s'adresse pas à ceux qui ont un comportement addictif à l'actualité et aux réseaux numériques.

Désormais la causerie sera hebdomadaire, ce qui présente plusieurs avantages, observer comment évolue une information au fil des jours sachant que ceux qui la font ont des intentions inavouables (orientées), particulièrement malsaines, toxiques ou nocives pour ceux auxquels elles sont destinées, mais aussi d'observer l'évolution du comportement des différents acteurs qui est très révélateurs. Cela permet aussi de mettre en relief les liens qui existent entre des faits qui sinon seraient passés inaperçus, ce qui ne peut qu'aider à mieux comprendre la situation.

A l'heure qu'il est, il reste environ deux semaines avant que ce portail disparaisse...

Le vers était dans le fruit ou quand la Caf tapine pour Orange

Courrier reçu de la Caf des Bouches-Du-Rhône par mon épouse à Aubagne.

Demande de réduction sociale téléphonique

Quelles sont les conditions à remplir pour bénéficier de cette réduction ?

1- Etre bénéficiaire de l'allocation de base du RSA (ressources inférieures au minimum de revenu garanti), de l'allocation adulte handicapé, ou de l'allocation de solidarité spécifique.

2- Avoir un numéro de téléphone fixe. Les abonnements au téléphone mobile ne donnent pas droit à cette réduction.

Renvoyez immédiatement votre demande à l'adresse suivante :

Orange - MKT / RDST - BP 769 - 86030 Poitiers Cedex

Notice Explicative

- Attention ! Tous les opérateurs n'offrent pas cette réduction.

- Attention ! Il est inutile d'appeler votre organisme social puisqu'il n'a pas pour mission de traiter votre demande.

Bon, ça va on a compris, si on vous refuse cette réduction, changez d'opérateur et adoptez Orange !

Un article pour en savoir plus sur l'Allemagne.

V. Giacchè : « Vingt-sept ans après, l'Allemagne de l'Est ne s'est pas remise de son annexion par l'Ouest »

<https://www.les-crises.fr/v-giacche-vingt-sept-ans-apres-l-allemande-de-lest-ne-sest-pas-remise-de-son-annexion-par-louest/>

Source : <http://l-arene-nue.blogspot.fr/2017/10/v-giacche-vingt-sept-ans-apres.html>

Les trois principaux ingrédients de la propagande officielle : Le mensonge, la peur, la haine.

Les principaux instruments auxquels ont recours les représentants du régime dictatorial en place pour discréditer et éliminer ou réduire au silence toute forme d'opposition : La suspicion, la délation, l'amalgame, les accusations sans preuve ou leur fabrication, le témoignage anonyme ou les faux témoins, la calomnie.

Les principaux procédés employés : Le recours à des justiciers, journalistes, historiens, spécialistes, experts, scientifiques, universitaires, etc. tous connus des médias pour avoir adopté l'idéologie néolibérale, le procès d'intention dignes des procureurs de l'inquisition ou du maccarthysme, le lynchage public, l'absence du droit à la défense pour les personnes victimes de leurs accusations, le non-respect de la présomption d'innocence.

Il ne manque plus que la mise hors la loi du mouvement ouvrier et des organisations ou supports qui diffusent les informations que les médias institutionnels censurent, les enlèvements, l'arrestation, la torture, l'assassinat des opposants (à des degrés divers) au régime.

Parole d'internaute.

1- *"Parce que soyons clair, les USA, c'est quoi? On peut réduire ça à la Nouvelle Angleterre puritaine qui aurait préempté l'efficacité capitaliste des Hollandais de New-York, cette alliance irradiant ses valeurs et intérêts sur tout le nord est.*

- Puis, alliée au Sud, elle exterme les Mexicains pour augmenter le lebensraum.

- Puis, gêné par le Sud, elle l'exterme en pretextant, à postériori, une abolition d'esclavage, esclave à qui elle se gardera bien de donner le moindre droit pendant encore un siècle. Le Sud soumis, elle exterme gaiment les millions de natifs "sauvage sans pitié ni merci" au nom de la civilisation pour augmenter le lebensraum.

- Puis, elle fait péter un de ses propres cuirassés pour pouvoir exterminer la présence Espagnole et installer des régimes bananiers partout à la place. En faisant quelque millions de morts au passage au nom de l'humanisme.

- Puis elle vient tirer les marrons du feu d'une guerre européenne où elle se gave et s'allie avec le plus fort du moment.

- Puis, elle se fache avec les Japonais qui ont le toupet de leur marcher sur les pompes en Chine. Et, au nom des droits de l'homme, elle accule ce pays à une guerre qu'il ne peut pas gagner. Elle aide des fascistes et nazis anti-communistes (sa terreur absolue), puis se gave encore plus de la nouvelle guerre et intervient en sauveur une fois que tout est fini, à peu de frais, et installe ainsi un impérium quasiment mondial.

- Puis, la paix venue, elle invente un ogre soviétique agressif inexistant pour justifier des millions, des dizaines de millions de morts au nom de la Liberté et remplacer les anciennes puissances coloniales.

- Puis, elle invente la guerre aux droits de l'homme à géométrie variable pour inventer le post colonialisme: la transformation en anarchie sanglante tout Etat qui résisterait à son impérium. Démocratie?"

L'histoire de l'humanité, n'est qu'une histoire de guerre ponctuée de périodes de paix pour certains peuples et la guerre pour d'autres, et la guerre tout le temps à l'intérieur contre la classe des exploités et des opprimés. Ce qu'ils appellent la démocratie, c'est le droit du peuple à participer à sa propre exploitation et oppression, mais jamais à son émancipation.

L'histoire de l'humanité, n'est qu'une histoire d'esclavage, agrémentée d'un soupçon de liberté arrachée par la lutte de classe des opprimés.

2- "C'est parce qu'il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.

Ce n'est pas facile d'accepter que son pays est depuis l'origine le cœur du problème. Les USA, depuis le développement des 1ères colonies au 17ème siècle ont toujours été le problème.

Leur indépendance, qu'ils appellent aussi leur révolution, était d'abord et avant tout une révolte des élites locales contre les limites et contraintes sur le gouvernement britannique avait décidé d'imposer à leur expansion au détriment des amérindiens.

La liberté au nom de laquelle ils se sont rebellés, c'était la liberté de voler et chasser ou tuer les amérindiens. La liberté aussi d'établir leur propre ploutocratie.

C'est cela qu'ont fait les pères fondateurs.

C'est cela qu'a fait Jackson.

C'est cela qu'a fait Lincoln qui n'était qu'une pourriture raciste parmi d'autres (lois interdisant aux noirs libres de s'installer dans son État d'Illinois), mais qui était vendu aux lobbies industriels protectionnistes du nord et qui voulait donc taxer le sud massivement exportateur.

Idem avec Teddy Roosevelt, Wilson, « saint » Kennedy."

Ce qu'il nous faut intégrer dans notre analyse et notre conception de la lutte de classe.

- "...un point qui, à vrai dire, n'a pas été assez mis en relief dans les écrits de Marx et les miens, ce qui fait que nous en portons tous la même responsabilité. A savoir, nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations...

Cet aspect de la chose que je ne puis ici qu'effleurer, tous nous l'avons négligé, je pense, plus qu'il le méritait. C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que post festum... (Lettre à F. Mehring - Friedrich Engels 14 juillet 1893)

Cela n'a pas seulement "fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations", mais aussi d'en changer en fonction des circonstances, de tenir un double langage, d'être socialiste en parole et impérialiste en acte...

A "la manière dont se constituent ces représentations", il y a également lieu d'ajouter la manière dont elles se transforment au gré des besoins du capitalisme ou sous l'influence de la crise du capitalisme, de la lutte des classes, sinon on risque de ne pas comprendre pourquoi ce qui était possible hier dans les médias par exemple ne l'est plus aujourd'hui.

L'étude des représentations idéologiques est intéressante à condition de remonter à leur origine. Si vous prenez la SFIO par exemple qui a été créée au début du XXe siècle en regroupant sept courants politiques (c'est ce que j'ai lu), si son programme était socialiste, en revanche la majorité des ses composantes ne l'étaient pas vraiment et ne le sera jamais. Si maintenant vous caractérisez ce parti uniquement sur la base de son programme, vous ne risquerez pas de comprendre ni comment il devait évoluer ni pourquoi, et vous tendrez à vouloir lui faire jouer un rôle au côté de la classe ouvrière pour lequel il n'a pas été créé. Le PCF qui en est issu n'était pas réellement un parti communiste selon Lénine et Trotsky et il ne le sera jamais. Cela vaut évidemment pour le PG ou LFI

Que fait Mélenchon, il s'attaque au contenu des médias à défaut de s'attaquer à la forme, auquel cas ils l'ignoraient ou le censureraient. Quand il dénonce le racisme, la misogynie, l'homophobie, le racisme, etc. il ne fait pas autre chose, il brasse du vent pour faire avancer son pédalo qui ne nécessite pas de permis particulier.

Mélenchon est un pur produit des institutions et des médias, il ne peut donc pas admettre qu'ils le traitent en paria et de devoir les désertir sous peine de cesser d'exister, aussi est-il prêt à se renier à la première occasion, c'est donc un opportuniste doublé d'un lâche pour ne pas dire pire encore. Trois exemples tout frais d'hier.

1- Avait-il à peine annoncé la volonté de créer un tribunal pour juger les médias que cela avait généré un tollé général chez les bien-pensants, qu'Eric Coquerel s'empressait de faire amende honorable en reconnaissant à l'Assemblée nationale que "Le mot "tribunal", (Mélenchon) l'a dit lui-même, n'était pas le plus approprié" pour le remplacer par un "conseil de déontologie", moins brutal. (AFP 6 décembre 2017).

2- De même, l'expression caractérisant Léa Salamé - "ses liens politiques, familiaux et communautaires" - a été édulcorée quelques heures après la première publication. "Jean-Luc Mélenchon a été alerté par un proche que ça pouvait être mal interprété", explique Antoine Léaument, directeur de la communication numérique de LFI. (id) Alors que ces liens étaient parfaitement justifiés puisqu'elle est en couple avec Raphaël Glucksmann.

Ce que Mélenchon n'a pas osé dire à l'antenne mais qu'il sait pertinemment.

M. Glucksmann est un ancien membre du Cercle néoconservateur de l'Oratoire, tout comme Pierre-André Taguieff, ou aussi comme Bruno Tertrais ou Frédéric Encel. Ce Cercle a disposé, entre 2006 et 2008, d'une revue intitulée Le Meilleur des Mondes, fondée initialement pour défendre le bien-fondé de la guerre en Irak (des visionnaires ces gens là !). Et en 2008, elle a fait appel à un jeune contributeur, sorti de l'école 4 ans auparavant, pour "débatte" avec Pierre-André Taguieff : un certain Rudy Reichstadt. (...) c'était aussi un contributeur de la revue ProChoix de Caroline Fourest. (anticons.wordpress.com/ et wikipedia.org/wiki/Le_Meilleur_des_mondes_(revue)

Question : Vous vous voyez partager la vie d'un facho sans en partager les idées ?

3- Après la mort de Johnny Hallyday, le porte-parole de Mélenchon, Alexis Corbière, avait posté le twitt suivant : "la triste mort de #JohnnyHalliday" ne devait pas "faire oublier le nouveau mauvais coup" que préparerait l'exécutif sur le Smic", pour l'effacer quelques dizaines de minutes plus tard suite à des critiques, pour finalement s'excuser au garde-à-vous le petit doigt sur la couture du pantalon de l'union nationale : "j'ai fait une bêtise dans le sens où c'est maladroit, c'est un manque de tact. Plein de gens ont l'impression que c'est un manque de respect à Johnny, ça me touche, j'aime beaucoup Johnny".

Ces charlatans ne se demanderont pas si leur comportement n'est pas "un manque de respect" pour les électeurs qui ont voté pour eux. Ils s'en foutent éperdument, à leurs yeux ce qui compte davantage c'est ce que pensent d'eux les médias, car sans eux ils seraient invisibles, inaudibles. Ils veulent plaire à tout le monde, et comme c'est impossible ils vont finir par être détestés par tout le monde, et ce n'est pas nous qui les plaindrons ou qui regretterons leur disparition.

4- François Ruffin, après avoir écopé d'une sanction de 1 378 euros pour avoir porté un maillot de football à l'Assemblée nationale, il a remis son son pull «en apaisement». (Source : Le Parisien 07 décembre 2017)

Vous imaginez un instant ces Mélenchon, Corbière, Coquerel ou Ruffin faisant l'objet de menaces sérieuses, ces parasites en chieraient dans leur froc. Qui maintenant peut imaginer qu'ils auraient assez de courage pour affronter le régime, qui ne comprend pas qu'ils en sont totalement incapables et que ce sont des charlatans qui trompent sciemment les travailleurs qui leur font confiance. Ce sont des imposteurs, voilà tout.

Numéro d'un illusionniste.

- Mélenchon étrille "L'Emission politique" et veut un "tribunal" contre les médias "menteurs". - AFP

Jean-Luc Mélenchon a accusé lundi France 2 de lui avoir tendu un "traquenard médiatique" lors de "L'Emission politique", appelant à la création d'"un tribunal professionnel" des médias pour sanctionner symboliquement "les menteurs, les tricheurs, les enfumeurs".

"Ici les journalistes Léa Salamé, François Lenglet et Nathalie Saint-Cricq ont organisé un traquenard médiatique, ils ont abusé de leur autorité pour truquer des chiffres et mentir délibérément", accuse lundi le leader de la France insoumise sur son blog à propos de son passage dans cette émission jeudi dernier.

Interrogée par l'AFP, la direction de l'information de France Télévisions a indiqué qu'elle "rejette fermement les accusations de "guet apens" et de "traquenard" et soutient pleinement l'équipe de L'Emission politique, dont certains membres ont fait l'objet d'attaques ad hominem".

En outre, la direction de l'information a affirmé que Jean-Luc Mélenchon "a fait l'objet de la même préparation dans le cadre de l'émission que les autres invités qui l'ont précédé". Elle relève que le leader de la France insoumise "n'en est pas à sa première participation à l'Emission politique et a déjà été soumis aux mêmes séquences et au même traitement que les autres invités".

Revenant longuement sur l'émission de jeudi soir, Jean-Luc Mélenchon estime que les trois journalistes ont notamment "faussé l'identité de personnes convoquées sur le plateau pour incarner "des Français moyens"" qui ont défendu les pesticides et des "voleurs du fisc".

"Après de qui se plaindre ? Où faire redresser la situation ? Quelle sanction faire appliquer pour dissuader de recommencer ?", s'interroge-t-il, regrettant qu'il n'y ait "rien sauf le lourd appareil judiciaire et l'extrémité de la plainte en diffamation".

Il propose donc la création d'"un tribunal professionnel qui puisse être saisi et qui ait le pouvoir de sanction symbolique contre les menteurs, les tricheurs, les enfumeurs", évoquant le lancement d'une pétition en ce sens.

Furieux de n'avoir pas connu à l'avance les sujets qu'allait aborder François Lenglet, le spécialiste économique de France 2, et d'avoir été interpellé sur la situation au Venezuela par Laurence Debray, qu'il accuse de "réciter les éléments de langage de l'extrême droite vénézuélienne comme un piano mécanique", M. Mélenchon a également peu apprécié d'être confronté à des agriculteurs défendant l'usage du glyphosate.

Dès vendredi, de nombreux Insoumis ont saisi le CSA, à l'initiative du politologue Thomas Guérolé, engagé à La France insoumise, pour protester contre "la présentation malhonnête de l'information", par France 2 à propos de deux de ses invités jeudi: Pauline Laigneau annoncée comme une directrice de PME, et Laurence Debray comme une historienne.

A l'appui d'articles de presse, ils accusent la première d'être "ouvertement tenante d'une position ultra-libérale" et qualifient la seconde d'"ex-banquière et macroniste".

Le CSA a confirmé lundi à l'AFP avoir reçu "plusieurs centaines" de signalements contre l'émission. AFP 4 décembre 2017

- "L'Émission politique": la Société des journalistes de France 2 dénonce les "attaques odieuses et inacceptables" de Mélenchon - huffingtonpost.fr

"La SDJ de France 2 apporte son soutien à Nathalie Saint-Cricq, Léa Salamé, et François Lenglet, cibles d'attaques odieuses et inacceptables de la part de Jean-Luc Mélenchon. Indigne d'un responsable politique", dénonce la société des journalistes de la chaîne. huffingtonpost.fr 5 décembre 2017

- Mélenchon lance une pétition pour "un conseil de déontologie du journalisme" AFP 5 décembre 2017

LVOG - Déontologie : Ensemble des règles et des devoirs régissant une profession. (Le Grand Robert). Mais comme disait Marx dans l'Idéologie allemande, la morale, elle ne tombe pas du ciel, elle est le produit de conditions matérielles et de certains rapports qu'elle cautionne au nom de la nécessité. Reste à savoir ensuite si pour la satisfaire vous empiétez ou non sur la liberté d'autrui.

En l'occurrence les médias appartiennent à des oligarques ou dépendent des banquiers pour exister. Donc ceux qui s'y expriment doivent forcément y être liés par un bout ou par un autre d'autant plus solide qu'ils ont pour mission de diffuser une orientation politique qui ne peut que correspondre aux besoins de l'oligarchie ou s'inscrire dans leur stratégie, en assurer le relais, la

propagande auprès de la population pour qu'elle y adhère, ils ne sont pas neutres ou apolitiques, cela n'existe pas. Cela concerne l'ensemble des journalistes et les tierces personnes qui interviennent à leur côté à leur demande.

Une fois ce constat posé, qu'est-ce que peut signifier vouloir leur imposer une déontologie, sinon nier qu'ils n'en auraient pas déjà une et qu'ils pourraient en changer, autant exiger d'un capitaliste qu'il cesse de l'être, donc cela revient à colporter cette illusion au profit de l'oligarchie qui contrôle les médias. Ils peuvent s'en prendre d'autant plus violemment à Mélenchon, qu'ils savent que sa déontologie tient de la trahison, du faussaire, qu'il est un escroc, un charlatan, ce qui est également le cas de la plupart des intellectuels et opposants autoproclamés au régime, qui voudraient le rendre plus présentable, plus supportable, ce qui suffit à leur donner bonne conscience, puisque de leur côté ils n'ont pas vraiment à se plaindre de leur statut ou des conditions matérielles que leur avait réservées le régime et qui ont contribué à façonner leur propre morale qui n'a rien à envier à celle qu'ils dénoncent.

A l'heure où l'information s'est substituée aux faits au point de verser systématiquement dans la désinformation, où les médias sont plus que jamais des instruments au service de la propagande de l'oligarchie, de l'OTAN... Ce sont les mêmes qui prétendaient que le capitalisme, l'Union européenne, l'ONU étaient réformables, qui aujourd'hui voudraient nous faire croire que les médias pourraient l'être également ou être au service de la vérité, alors qu'ils sont la propriété d'oligarques.

AFP - Le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a lancé mardi une pétition pour la création d'un "conseil de déontologie du journalisme" qui serait "un recours pour faire respecter (le) droit à une information objective".

M. Mélenchon a estimé que "les fautes déontologiques" dont s'est, selon lui, rendu coupable France 2 à son égard "sont récurrentes dans cette émission" et "d'une façon générale".

"Les citoyens n'ont aucun moyen d'obtenir une rectification publique en cas de mensonge ou de duperie médiatique", regrette-t-il, rappelant que "cela ne fait pas partie des missions du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel".

"C'est un manque en République", tranche le député des Bouches-du-Rhône, ajoutant qu'un tel conseil existe en Belgique. "Tous les citoyens belges peuvent saisir cet organe en cas de manquement à la déontologie dans un reportage, une émission ou un article. Le média responsable est alors obligé de publier un rectificatif", détaille-t-il.

"Ainsi, les citoyens disposeraient d'un recours pour faire respecter leur droit à une information objective", ajoutent-ils. AFP 5 décembre 2017

Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute.

Quand Mélenchon a quitté le PS pour fonder le PG, hormis une poignée d'élus, il était relativement peu connu et il ne disposait d'aucune base populaire pour lancer son parti, les médias ont tout de suite compris quel profit ils pourraient en tirer en lui accordant une tribune à gauche du PS, qu'il pourrait rapidement capitaliser en terme d'audience, de sorte qu'il roulerait à la fois pour le PS tout en affaiblissant davantage le PCF, qui pour limiter la casse devrait se rallier à lui sous la forme d'une coalition qui allait donner naissance au Front de gauche, tout en continuant d'être un allié du PS et de son appendice, les Verts ou EELV. Mais maintenant que le PS est à l'agonie ou a été réduit à une portion congrue, les médias lui retirent le tapis rouge qu'ils avaient déroulé sous ses pieds le temps de l'instrumentaliser avec sa complicité, car Mélenchon ne pouvait pas ne pas en avoir conscience, l'idiot utile est devenu embarrassant ou il ne leur est plus d'aucune utilité, alors ils tirent à boulets rouges dessus.

Mélenchon est un pur produit du système ou des institutions et des médias. Il fallait un parti qui capte l'attention des classes moyennes et des couches supérieures de la classe ouvrière, pour qu'elles ne se tournent pas vers le reste de la classe ouvrière ou vers d'autres partis, puisque le PS ne pouvait plus remplir cette fonction. Il était destiné à jouer le rôle de supplétif du PS le temps qu'il soit liquidé par Hollande, Valls, Fabius et Macron, ensuite ce serait à son tour.

- Le lendemain de l'émission, par Jean-Luc Mélenchon - melenchon.fr, 04-12-2017

Mélenchon - "Il faut bien voir que tant de bassesses, de mensonges et de tromperies, si elles me sont en effet destinées pour m'humilier ou me dévaloriser, sont aussi autant de camouflets infligés au public. Car, au bout du compte c'est lui qui est le dindon de la farce, lui qui est jugé assez vil et stupide pour que n'importe quelle tromperie soit permise à son encontre. "

LVOG - Qui est "assez vil et stupide" pour cautionner, participer en toute connaissance de cause à ce genre d'opération, qui consiste justement à faire en sorte que le "public" en soit "le dindon de la farce", sinon Mélenchon. N'avait-il poussé l'opportunisme jusqu'à accepter de devenir ministre de Chirac, à émettre à haute voix l'hypothèse qu'il aurait pu devenir le Premier ministre de Hollande puis de Macron ?

Encore un qui n'a pas saisi qu'un coup d'Etat avait eu lieu en France avec l'élection de Macron.

Mélenchon - "Pourtant, mon premier sentiment n'est pas la colère mais la déception. Cela peut paraître incroyable, mais j'ai cru Léa Salamé de bonne foi quand elle m'a invité. Je l'ai cru quand elle m'a dit « on n'est pas en période électorale, je vous laisserai parler ». J'ai cru à un super débat sur les deux doctrines économiques en présence et ainsi de suite."

A force de prêter au capitalisme et à ses représentants des vertus qu'ils n'ont pas, on se fait prendre à son propre piège.

LVOG - Mélenchon est faussement naïf ou crédule, en fait il est imbu de sa personne au point de substituer à la réalité ses propres divagations, et de croire que ses ennemis seraient bien disposés à son égard ou qu'ils partageraient les bonnes intentions qu'il a à leur égard dans une sorte de respect mutuel, alors qu'ils sont engagés dans une guerre de classe ou un lutte idéologique à mort, et s'il l'ignore, c'est bien parce que ce n'est pas son cas.

LVOG - Le renégat Mélenchon n'a-t-il déjà pas jugé que le socialisme scientifique n'était que mensonge, tricherie, enfumage ?

Mélenchon - "Ici les journalistes Léa Salamé, François Langlet et Nathalie Saint-Cricq ont organisé un traquenard médiatique. Ils ont abusé de leur autorité pour truquer des chiffres et mentir délibérément. Ils ont faussé l'identité de personnes convoquées sur le plateau pour incarner « des Français moyens ». Ils ont donné les moyens d'une défense des pesticides et des voleurs du fisc. Auprès de qui se plaindre ? Où faire redresser la situation ? Quelle sanction faire appliquer pour dissuader de recommencer ? Il n'y a rien sauf le lourd appareil judiciaire et l'extrémité de la plainte en diffamation. Mais la plainte pour mensonge, manquement à la déontologie, escroquerie aux témoignages n'a aucune instance professionnelle déontologique pour être reçue. Je propose donc qu'un tel recours existe. Je propose qu'il existe un tribunal professionnel qui puisse être saisi et qui ait le pouvoir de sanction symbolique contre les menteurs, les tricheurs, les enfumeurs.

Je vais donc lancer avec mes amis une pétition en ce sens. Une telle instance, m'a-t-on dit, existe en Belgique. Pourquoi n'existerait-elle pas en France ? Pourquoi serions-nous abandonnés aux manœuvres de gens aussi dépourvus de scrupules que nous venons de le voir avec cette « Émission politique » ou l'une quelconque des actuelles prestations du « service public » de l'information ? Est-il déontologiquement acceptable qu'un Apatie poste un ou deux tweet par jour

contre la France Insoumise ? Qu'un Cohen ait pu inventer cette polémique sur l'Alba dans la campagne présidentielle sur la base d'informations fausses. Qu'un Lenglet dise des porte-parole d'un parti d'opposition qu'ils « aboient » et d'un chef d'État qu'il est corrompu sur la base d'une fausse information, rejetée même par l'opposition du pays concerné ? Cette honte doit cesser. La France ne doit pas devenir cette République bananière où les favoris du régime ont le droit à tous les abus de pouvoirs symboliques au mépris de la vérité et de la dignité la plus élémentaire."

LVOG - Les porte-parole ou représentants du capitalisme sont dénués de principe, de scrupule, de morale, hormis ceux qui servent les intérêts du régime ou de l'oligarchie qui leur rendent bien. C'est dans l'ordre des choses et il n'y a pas à s'en offusquer.

L'illusionniste a voulu faire croire aux travailleurs qu'une "révolution citoyenne" ou une "révolution par les urnes" pourrait changer la société. Or dans le monde depuis que le capitalisme existe aucun changement de régime ne s'est produit ni par le fait du législateur ni par le biais d'élections, mais uniquement par une révolution prolétarienne de type socialiste en Russie en 1917 (de type stalinienne en Chine et à Cuba, etc.)

On entend par changement de régime, le remplacement d'un mode de production par un autre, et non l'alternance au pouvoir de différents représentants ou partis tandis que le mode de production en vigueur demeure en place. En Russie, la révolution prolétarienne et socialiste fut si profonde qu'il fallut près de 70 ans à la contre-révolution thermidorienne pour instaurer un nouveau régime ou restaurer le capitalisme.

A ne pas confondre avec un changement de régime politique tel qu'il a pu s'en produire en Amérique latine par exemple qui laissa en place le mode de production capitaliste, de sorte qu'un jour ou l'autre il serait à son tour renverser par la réaction.

Quant à sa proposition d'installer un "tribunal professionnel" pour juger les journalistes ou plutôt les médias, elle est plus que du domaine du "symbolique", c'est une escroquerie pure et simple sachant qu'hier comme aujourd'hui ils n'ont jamais cessé de mentir, tricher, enfumer lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, je dirai même que c'est leur raison d'être, tout comme Internet ou les réseaux numériques, que les capitalistes n'ont pas créés pour satisfaire un besoin de la population mais bien plutôt pour mieux la conditionner et la faire adhérer à leur système économique ou à leur modèle de société.

Sa démarche consiste donc à faire croire une fois de plus qu'il pourrait en être autrement ou qu'il en fut autrement à une autre époque, c'est-à-dire que les médias pourraient devenir un instrument au service de la démocratie, alors qu'ils ont été conçus pour la combattre, autrement dit il s'emploie à nouveau à faire naître des illusions dans le régime et ses porte-parole.

A l'entendre, sous ce régime le capitalisme pourrait avoir un visage humain, la police pourrait être non-violente, la justice impartiale, les médias honnêtes, les patrons sociaux, les militaires humanistes, l'UE sociale et démocratique, l'ONU au service de la paix et du bien-être des peuples , bref, la réaction progressiste et Macron ou tout autre monarque et son gouvernement ou tout autre gouvernement pourrait oeuvrer au bonheur des travailleurs sous la Ve République.

Son discours se situe sur le même plan de la morale que ceux qu'ils accusent de s'en servir pour le clouer au pilori, après qu'il eut employé la même méthode scélérate envers les masses en fustigeant leurs préjugés, qui sont en réalité uniquement le produit du régime qu'il refuse d'affronter sur le plan politique.

Tout ce qu'on vient de décrire, Mélenchon le sait parfaitement, mais il n'en a cure, aveuglé par sa fatuité et son ambition personnelle, ainsi que l'orientation politique qu'il a délibérément adoptée, il n'a semble-t-il pas compris malgré plusieurs avertissements que son heure était passée ou qu'il

était exclu du scénario dictatorial que ses mentors avaient conçu sur le modèle américain, dans lequel il n'existe aucune place pour les partis qui se contenteraient de protester contre les excès du capitalisme ou son orientation ainsi que leurs conséquences.

- *"Comme, dans leur imagination, les rapports des hommes, tous leurs faits et gestes, leurs chaînes et leurs limites sont des produits de leur conscience, les jeunes-hégéliens, logiques avec eux-mêmes, proposent aux hommes ce postulat moral : troquer leur conscience actuelle contre la conscience humaine, critique ou égoïste, et ce faisant, abolir leurs limites. Exiger ainsi la transformation de la conscience revient à interpréter différemment ce qui existe, c'est-à-dire à l'accepter au moyen d'une interprétation différente. En dépit de leurs phrases pompeuses, qui soi-disant "bouleversent le monde" les idéologues de l'école jeune-hégélienne sont les plus grands conservateurs. Les plus jeunes d'entre eux ont trouvé l'expression exacte pour qualifier leur activité, lorsqu'ils affirment qu'ils luttent uniquement contre une "phraséologie". Ils oublient seulement qu'eux-mêmes n'opposent rien qu'une phraséologie à cette phraséologie et qu'ils ne luttent pas le moins du monde contre le monde qui existe réellement, en se battant uniquement contre la phraséologie de ce monde."* (K. Marx - L'idéologie allemande)

Sans le reconnaître, c'est ce qui qualifie le mieux l'activité du conservateur Mélenchon et sa bande de bras cassés qui *"ne luttent pas le moins du monde contre le monde qui existe réellement"*, et qui entendent élever *"la conscience humaine"* ou modifier *"les rapports des hommes"* sans *"abolir leurs limites"* qui sont déterminées par les rapports sociaux de production en vigueur, sans abolir le capitalisme qu'ils n'entendent pas affronter, ce qui les amènent *"à l'accepter au moyen d'une interprétation différente"* purement démagogique.

Vous constaterez que Macron et LREM reprennent à leur compte les campagnes initiées en France par le PS et auxquelles ont participé Mélenchon, la pseudo-gauche de la gauche et extrême gauche, comment cela est-ce possible, sinon que sur le fond ils partagent bien les mêmes intérêts qu'ils camouflent à l'aide de variations idéologiques...

Gouvernement, oligarques et médias : Des escrocs "en bande décomplexée".

- A «Valeurs actuelles», une escroquerie en bande décomplexée - Liberation.fr

Un dirigeant de l'hebdo est mis en cause ainsi qu'un intermédiaire, lié à Olivier Dassault, fils de l'avionneur.

- Le ministère de l'Intérieur nomme un ancien journaliste de BFM TV comme porte-parole - LeParisien.fr

Dans son communiqué l'Intérieur précise : « Agé de 38 ans, Frédéric de Lanouvelle, a été reporter pour l'émission 7 à 8 sur TF1 pendant un an, après avoir été journaliste pour BFM TV pendant 9 ans. Ce spécialiste de la communication aura la responsabilité de porter la parole publique du ministère de l'Intérieur au quotidien auprès des médias, en lien direct avec le cabinet du ministre ». LeParisien.fr 2 décembre 2017

Désinformation et fabrication du consentement, France Info à la manoeuvre. C'est quoi le Qatar ? Un "petit pays" exotique !

- Controversé, mystérieux, riche... Le Qatar est un pays du Moyen-Orient atypique. - francetvinfo.fr

Une collusion d'intérêts déjà ancienne, permise, donc communément admise, pas de quoi fouetter un chat.

France Info - Lors de son déplacement au Qatar, le 7 décembre dernier, Emmanuel Macron a rappelé que la relation entre ce pays et la France « ne date pas d'aujourd'hui, et se caractérise par des liens économiques, culturels, sportifs et également stratégiques extrêmement importants. »

Quand l'argent coule à flot, on peut, mieux, on doit tout se permettre.

France Info - "...le pays (...) est également connu pour être un pays riche" et accessoirement après trois points de suspension "et controversé", ce qui signifie que ce dont on l'accuse n'est pas forcément fondé, par exemple sa participation politique et financière à la déstabilisation de la Tunisie, de l'Egypte, de la Libye, de la Syrie et de l'Irak notamment, ses liens avec les Frères musulmans, l'armement de différents groupes de barbares sévissant en Syrie par exemple.

Mieux, c'est contesté par le principal intéressé auquel France Info donne la parole, l'actuel émir Tamim ben Hamad Al-Thani qui, je cite France Info "dément : « Le Qatar est engagé dès le premier jour dans la lutte contre le terrorisme. Certaines informations, relayées par les médias, sont fausses, erronées. »", en revanche France Info se passera bien de reproduire les propos d'un des contradicteurs d'Al-Thani. Bref, chacun aura compris que les lecteurs étaient invités à se fier aux dénégations d'Al-Thani, voilà en guise d'impartialité. On comprend dès lors pourquoi Libération avait publié le 16 novembre un article dithyrambique sur France Info : L'Agence France Info : priorité au correct - Libération 16.10 (Dans la causerie du 19 novembre)

En réalité le Qatar n'est pas une monarchie archaïque et ultra réactionnaire, ne croyez pas ceux qui "*reprochent à l'émirat de limiter la liberté d'expression*", et pour cause il vient d'accorder "*aux femmes le droit de vote et le droit de conduire*", et peu importe si "*l'adultère reste interdit et l'homosexualité peut être punie de mort*", alors que France Info s'offusque du moindre propos misogyne ou homophobe en France ou ailleurs.

Le fascisme rampant se répand dans la société.

- J'accuse ! La soif d'injustice par Christopher Black — arretsurlinfo.ch 02 décembre 2017

« J'accuse ! » La phrase d'Émile Zola qui a ébranlé un pays parce qu'il demandait justice pour un homme faussement accusé, la phrase dont on se souviendra à jamais, ainsi que de l'homme qui l'a écrite, est aujourd'hui utilisée pour condamner des gens, sans procès, sans audience équitable, sans droit de réponse, sans justice. La phrase « j'accuse » n'est maintenant plus une demande de justice, mais est considérée comme une preuve de n'importe quelle accusation qui la suit ; elle est devenue une demande d'injustice.

« J'accuse X de ceci. » « A accuse B de cela. »

Les médias (dûment horrifiés) s'écrient « Horreur ! Horreur ! Le tissu social se déchire. Pendez-le. Pendez-la. Pendez-les tous ! »

Les consommateurs de cette information, la masse des gens qui ont été dépouillés de leur raison et ne peuvent réagir que comme des automates irréfléchis, répondent consciencieusement : « Avez-vous entendu ? Elle l'accuse de ceci. Terrible. Terrible. Il devrait être abattu et écartelé. »

« Avez-vous entendu ce que les Russes ont fait ? Mon Dieu, on devrait leur apprendre qui est qui. »

« Avez-vous entendu que Jean Dupont a fait ça pour... ? Il doit être puni. Ruinez-le. Jetez-le en prison ! », résonnent les cris de dérision.

Les lyncheurs sont de retour, mais cette fois ils tapent leurs appels à la punition sur les claviers de leurs ordinateurs et sur les médias sociaux. Les moulins à rumeurs font des heures supplémentaires. Les vigiles sont partout, les comités de surveillance, les informateurs, les avocats et les juges en chambre, les charognards qui salivent devant la vie d'autres gens qui désirent se venger pour que quelqu'un, quelque part, soit puni, pour quelque chose.

Ce peut être une accusation de nature sexuelle datant de décennies. Ce peut être une accusation politique du présent. Cela peut être une campagne de rumeurs diffusées dans les médias, jamais confirmées, mais répandues avec beaucoup d'indignation et accompagnées de regards de dégoût sur quiconque demande : « Mais est-ce vrai ? Y a-t-il une preuve ? Que s'est-il vraiment passé ? Comment le savez-vous ? Si c'est vrai, quel était le contexte ? Que doit-on apprendre ? » Ces personnes sont elles-mêmes accusées de défendre le crime dont l'accusé est accusé. Ça se passe comme ça. Le préjugé appelle la haine. La haine appelle le sang. Et nous nous appelons humains, civilisés, pondérés et bons.

Les premiers à se joindre à la foule, à appeler à la vengeance sont ceux qui se considèrent comme les plus vertueux, les plus libéraux, les plus dévoués à la justice et aux « droits de l'homme ». Mais tout cela n'est que la mode de l'époque. Ils prétendent croire au juste et au bien parce qu'ils n'ont aucune idée réelle de ce qu'est le juste, de ce qu'est le bien. Œil pour œil, dent pour dent est leur cri et au diable la justice, les procès. Si l'accusé nie l'accusation, pendez-le plus vite et plus haut. Si d'autres défendent son droit d'être entendu, pendez-les aussi.

Bertolt Brecht avait raison. « Mackie the Knife » est de retour en ville et prêt à poignarder, couper et crucifier sur un coup de tête.

Cela semble être un phénomène exacerbé aux États-Unis. Ces dernières semaines ont vu des accusations de nature sexuelle lancées contre une série de figures de Hollywood. Ce n'est pas du tout nouveau à Hollywood. Les feuilles à scandale en sont pleines depuis l'époque du cinéma muet. Mais la chasse d'aujourd'hui semble encore plus vicieuse que par le passé et reflète l'atmosphère politique toxique régnant dans l'ensemble du monde occidental, une atmosphère qui atteint son plus haut degré de toxicité aux États-Unis.

L'année dernière, nous avons vu des accusations absurdes portées contre des personnages politiques aux États-Unis sur des connexions avec la Russie. Nous avons vu des dirigeants mondiaux faisant obstacle aux intérêts américains accusés de crimes de guerre. Assad a utilisé des bombes barils et des gaz contre des civils. Que la preuve du contraire soit envoyée en enfer. Maduro affame son peuple. Aucune preuve n'est nécessaire. Kim Il Sung [L'auteur veut probablement parler de Kim Jong-un, NdT] va tous nous tuer. On prépare la guerre. La série d'accusation est lancée à une telle cadence que nos têtes continuent à tourner en cherchant à garder une trace de tout cela.

Des pages entières de journaux et des heures d'informations télévisées sont consacrées à des choses qui n'ont jamais eu lieu. Des commissions d'enquête prétendent enquêter. Des présentateurs d'informations prétendent être alarmés. Des accusations sont lancées. Si une accusation est lancée, c'est qu'elle est véridique. C'est comme ça maintenant, une façon fascisante de répandre la suspicion partout.

L'acceptation sans conteste des accusations contre Kevin Spacey, pour prendre un exemple célèbre, et le déni de son droit à être entendu, l'acceptation de la destruction de sa vie et de sa carrière, sans procès, sans aucune possibilité de recours, permet plus facilement de convaincre la population que les accusations contre la Russie méritent qu'on agisse, contre la Syrie, contre le Venezuela, la Corée, l'Iran, contre Milosevic, Kadhafi, Ndindiliyimana [ancien chef de la gendarmerie nationale du Rwanda, condamné pour génocide, NdT], Gbagbo, et toutes les autres victimes politiques de ces chasses aux sorcières. Cela donne le ton à toute la société. Les faits ne sont pas importants. L'important, c'est l'histoire racontée. Agitez les gens et gardez-les agités

contre quelqu'un. Choisissez une cible, un bouc émissaire. Mettez les gens en colère contre eux, uniquement pour qu'ils oublient de poser des questions plus importantes. Qui rend leurs vies misérables ? Qui détruit l'économie, les écosystèmes, le climat ? Qui assassine des civils en masse en Syrie, au Yémen, en Irak, en Afghanistan ? Qui nous a volé le peu de démocratie que nous avons ?

Bien sûr, quelqu'un comme Spacey est une cible facile, il est célèbre, riche et populaire. Les gens n'aiment rien tant que voir tomber les puissants. Donnez leur en un, deux ou trois. Jetez leur quelques os tant que cela continue à les distraire. D'ailleurs Spacey le mérite. Il était juste trop bon dans son rôle dans House of Cards en nous montrant quels criminels les présidents américains sont devenus.

Même Martin Luther King a été une nouvelle fois sali sur la BBC et sur CNN, qui ont répété, comme des informations tirées des dossiers sur l'assassinat de JFK, les calomnies émises contre lui par les services secrets américains de son vivant.

Comme l'écrivait Zola : « La nation est frappée de stupeur, on chuchote des faits terribles, de ces trahisons monstrueuses qui indignent l'Histoire ; et naturellement la nation s'incline. Il n'y a pas de châtiment assez sévère, elle applaudira à la dégradation publique, elle voudra que le coupable reste sur son rocher d'infamie, dévoré par le remords. »

Donc chaque fois que vous entendez parler d'une accusation et pensez à y participer en la répétant sur Facebook ou ailleurs, animé par un sentiment erroné de droiture et d'auto-justification de votre humanité, pensez à l'injustice que vous servez. Chaque fois que vous réclamez la tête de quelqu'un sur la base d'un simple oui-dire et que vous vous sentez tout à fait à l'aise dans votre autosatisfaction, pensez à ce qu'Émile Zola penserait de vous.

Car c'est un crime de la presse corrompue de détruire des gens sans moyen de se défendre. C'est un crime que l'injustice soit célébrée du haut en bas, que l'injustice triomphe tandis qu'on crache sur la justice, le droit et la simple probité. C'est un crime de déformer l'opinion, de la pervertir jusqu'au délire. C'est un crime d'empoisonner les petits et les humbles, d'exaspérer les passions de la réaction et de l'intolérance, tout en se dissimulant derrière le masque odieux de l'injustice déguisée en justice, par laquelle ils détruisent tout sens de décence, de raison, afin d'exploiter chez les gens la peur, la colère et la haine du système dans lequel ils sont obligés de vivre, dans l'intérêt de ceux qui nous oppriment. arretsurinfo.ch 02.11

Si le capitalisme est si criminel, alors pourquoi vous obstinez-vous à vouloir le sauver contre lui-même?

J'ai relevé ce commentaire d'un internaute :

- *"Le néolibéralisme a été le moyen pour le capital, d'une part de sortir de la crise des années 70, d'autre part d'entamer la déconstruction des conquêtes des travailleurs organisés (mais ces conquêtes sont tellement efficaces, et les peuples y tiennent tellement que le travail de démolition avance mal).*

Le néolibéralisme est donc bien un capitalisme.

Par ailleurs, il y a des ressemblances frappantes entre le néolibéralisme et le libéralisme du 19e.

Décadent et grotesque. Tout est bon pour témoigner leur servilité vis-à-vis de Washington.

- Johnny Hallyday est mort - M6info

Emmanuel Macron a rendu hommage à Johnny Hallyday en affirmant qu'on a "tous en nous quelque chose" du chanteur, dans un communiqué publié par l'Élysée. (...) "Il a fait entrer une part d'Amérique dans notre Panthéon national", ajoute le texte. M6info 6 décembre 2017 M6info

- Hommages : de Victor Hugo à Johnny Hallyday - Liberation.fr

"Quand cette figure disparaît, alors il y a une émotion, dont je ne dis pas qu'elle doit être de même nature, mais qu'elle est comparable, oui. Alors voilà, devant vous, je défends la comparaison formulée par Aurore Bergé", a dit le Premier ministre.

La députée LREM avait comparé la disparition de Johnny Hallyday à celle de Victor Hugo, dont le convoi funéraire avait également descendu les Champs-Élysées, suivi par deux millions de personnes selon la presse de 1885. AFP 9 décembre 2017

En famille ils en pincent pour la variété version américanisée.

- Toute la classe politique a en elle quelque chose de Johnny Hallyday - AFP 6 décembre 2017

Françoise Nyssen, ministre de la Culture (sur twitter) : "Un artiste d'exception, une légende du rock et de la chanson"

Tu parles, il a pompé le répertoire américain, il n'avait pas de voix (selon Henry Salvador) et c'était un mauvais guitariste. Tout le monde peut chanter ses chansons effectivement, pas besoin d'avoir de la voix, c'était du hachis, deux ou trois paroles suivies d'une pause et ainsi de suite, il faut juste savoir respirer au bon moment. N'oubliez pas que j'ai suivi des cours de chant au prestigieux Opéra de Paris, autrefois et une année seulement ! La rythmique est simpliste, ce sont les musiciens et les ingénieurs du son qui ont fait son succès, et il est loin d'être le seul dans ce cas-là.

Pour la petite histoire.

Un ex-ingénieur du son de Salvador rencontré par hasard à Paris, quand je bossais comme technicien, m'a raconté qu'un jour Salvador se trouvait dans le studio d'enregistrement où se produisait Hallyday, et qu'il n'avait pas pu chanter d'une traite un morceau parce que sa voix déraillait, il s'arrêtait et reprenait parfois plusieurs fois de suite. Pour Salvador, il n'avait pas de voix, c'était une "casserole". Je lui ai demandé comment il faisait pour chanter en public en live, c'est-à-dire pas en play-back. Il m'a répondu que c'était simple techniquement. Quand il chantait simultanément une bande sur laquelle avait été enregistrée sa voix en studio le suivait et à la moindre faiblesse elle prenait le relais, il suffisait à l'ingénieur du son d'augmenter le volume de la bande, ce qui fait que le public ne s'en apercevait pas.

Ni moi ni aucun de mes potes quand j'étais jeune n'avons acheté un disque de Hallyday

Lutte de classes et institutions.

Toutes les semaines sont publiés des articles par toute sorte de médias dans lesquels leurs auteurs s'acharnent à tenter de démontrer que la gauche et la droite ont disparu, que la lutte des classes serait terminée, que la politique n'existerait plus, rien de moins, on vivrait donc désormais dans un monde merveilleux, or il est un peu plus pourri chaque jour qui passe ! Ces articles sont destinés de préférence aux intellectuels, aux classes moyennes, aux jeunes.

Qu'est-ce que cela signifie ?

- La gauche et la droite ont disparu = il ne reste plus que les extrêmes et vous détestez les extrêmes n'est-ce pas ? Alors il ne vous reste plus qu'à adopter celui qui n'incarne ni la droite ni la gauche : Macron.

- La lutte des classes serait terminée = ce sont les capitalistes qui l'ont gagnée, prenez-en votre parti, collaborez avec eux.

- La politique n'existerait plus = ce sont les oligarques, les multinationales, le marché qui gouvernent et vous n'avez aucune emprise sur eux, donc cessez de vous faire des illusions, vous ne pourrez rien y changer et abandonnez l'idée que vous pourriez changer la société.

Quand l'union de la gauche avait été l'union de la droite.

- Après 45 ans de scission, radicaux valoisien et de gauche se réunissent samedi - AFP

- Un écrivain «au-dessus de la politique» Liberation.fr

Editorialiste au «Figaro» pendant près de quarante ans, Jean d'Ormesson se disait observateur plutôt qu'acteur. Liberation.fr

- Boris Vallaud : « La gauche est anesthésiée mais elle est fidèle à ses valeurs » - Publicsenat.fr

La preuve :

- Paradis fiscaux : Pierre Moscovici défend les listes de l'Union européenne - Liberation.fr

...ou encore

- Gros contrats avec le Qatar : le président Macron oublie les valeurs du candidat - Liberation.fr

A l'occasion de la visite du chef de l'Etat, Doha a signé des commandes pour plus de 11 milliards d'euros, dont 12 Rafale. Et ce, alors qu'il avait envisagé de rompre avec la politique d'exportations d'armement de ses prédécesseurs. Liberation.fr

- Sondage : 74% des Français pensent que le PS vit « une crise durable » - Publicsenat.fr

La Constitution de la Ve République compatible avec une ploutocratie.

Comme les journalistes qui sont subordonnés à la hiérarchie...financière !

- La subordination hiérarchique du parquet à l'exécutif jugée « conforme à la Constitution » - Publicsenat.fr

Le Conseil constitutionnel a jugé vendredi que le texte qui définit la subordination hiérarchique du parquet au garde des Sceaux est "conforme à la Constitution", après avoir été saisi par les syndicats de magistrats de la question sensible de l'indépendance du parquet... Publicsenat.fr

Garde-à-vous !

- La justice ordonne au PS d'organiser un Congrès sous quatre mois - AFP

Le tribunal de grande instance de Paris, saisi en référé par un militant, a ordonné vendredi au Parti socialiste d'organiser dans un délai de quatre mois son Congrès national... soit au plus tard à la date effectivement prévue, les 8 et 9 avril. AFP

Qui représente-t-il ? Toutes les classes, sauf la classe ouvrière.

- Au Mans, les Génération-s plurielles de Benoît Hamon - liberation.fr

Cherki pointe une faiblesse : l'homogénéité du mouvement. Ça donne : «Il n'y a pas beaucoup de couleurs dans le public, nous devons trouver le moyen d'élargir notre base, c'est important de parler et de faire venir tout le monde.»

Un peu plus tard, face à la presse, Hamon confirme le sentiment de Cherki. Son objectif : mettre au cœur du mouvement les classes populaires, mais il refuse d'en faire «un sujet» à chaque élection. liberation.fr 03.11

Ils sont dingues et le disent eux-mêmes.

- Les Républicains : «Il y a une droite complètement folle», estime Maël de Calan - LeParisien.fr

L'extrême droite débridée ou quand il y a de la "gêne" il n'y a pas de plaisir.

- Débaptiser les rues et les avenues Lénine, quelle bonne idée ! - LePoint.fr

- Valls estime qu'il y a une "gêne" dans la majorité "pour éviter de bouleverser la bien-pensance" - AFP

Vive le front unique avec le SPD s'écriaient encore hier des "trotskystes" ! Quelle horrible imposture !

- Allemagne : le SPD donne son feu vert à des discussions gouvernementales - euronews

C'est un geste qui pourrait amorcer une sortie de crise politique, en Allemagne. Celui de la dernière chance. Ce jeudi, près de 600 délégués du SPD se sont réunis en congrès à Berlin. Ils ont donné leur feu vert à l'ouverture de discussions pour former une coalition avec les conservateurs. euronews

Une stratégie politique mondiale. La preuve.

- Nouvelle force politique au Mexique en vue de la présidentielle - Reuters

Une nouvelle coalition politique de droite et de gauche s'est formellement constituée au Mexique vendredi en vue de présenter un candidat à l'élection présidentielle de l'an prochain. Reuters

Ni révisionnisme ni négationnisme.

Je n'ai pas l'intention de confronter mes idées à celles de Soral contrairement à Michel Collon.

Je partage pour l'essentiel l'argumentation de Collon, à ceci près que je considère qu'il tombe dans le piège justement tendu par Soral. Collon explique que Soral se focalise sur les banquiers et les juifs qui seraient responsable de la situation, alors que lui se focalise sur l'économie capitaliste.

Or, il se trouve que l'on trouve ces familles de banquiers tout au long du développement du capitalisme mondial depuis le XVIIe siècle jusqu'à nos jours, on peut même affirmer preuves à l'appui qu'ils en ont influencé l'orientation ou qu'ils ont été à l'origine d'une multitude d'événements déterminants qui ont marqué l'histoire de l'humanité tout au long de ces siècles, sans pour autant que le développement du capitalisme se réduise à leurs manigances, qu'on ne nous fasse pas dire ce que nous n'avons pas dit. En fait, qui mieux qu'eux incarnent la concentration du capital et du pouvoir telle qu'elle correspond au stade de l'impérialisme du capitalisme, personne ne peut nier cette réalité après qu'ils eurent porté Macron au pouvoir par exemple.

Donc au lieu de nier cette réalité au risque de se discréditer, il valait mieux montrer qu'elle coïncidait avec le dernier stade du développement du capitalisme. Que ces banquiers soient les principaux initiateurs et bénéficiaires de la stratégie néolibérale adoptée par les sommets du capitalisme et l'élite à son service, quoi de plus naturel, c'est si ce n'était pas le cas qu'il y aurait une anomalie ou quelque chose d'anormal. C'est effectivement les contradictions du capitalisme qui conduisent à cette situation, mieux qui imposent à l'oligarchie cette orientation pour conserver son hégémonie de classe, ce que ne peut concevoir ou admettre un personnage comme Soral, puisque ce qui l'intéresse c'est accroître son propre pouvoir et rien d'autre.

Or, ce parasite est totalement étranger au processus qui conduit à la concentration de la richesse et du pouvoir entre les mains d'une poignée d'oligarques, il ne peut pas décrire le processus économique qui en est à l'origine, puisqu'il en est exclu ou il n'y joue aucun rôle, c'est la raison pour laquelle il se focalise sur leur origine juive en leur déniaient de jouer un rôle historique de premier plan qu'il entend jouer à leur place en étant sous l'emprise d'une mégalomanie malade.

Et puis tous ces banquiers ne sont pas juifs, Rothschild est protestant, et parmi les tenants les plus hystériques du sionisme et les idéologues du néolibéralisme une grande partie d'entre eux ne sont pas juifs. De la même manière qu'ils ont scellé des alliances avec la monarchie des Pays-Bas depuis le XVIIe siècle, un petit Etat que l'on retrouve impliqué tout au long des trois siècles suivants dans toutes les affaires internationales où sont présents les Rockefeller ou les Rothschild, du club Bilderberg au pétrole du Moyen-Orient en passant par les guerres coloniales et les deux guerres mondiales du XXe siècle.

C'est le capitalisme qui a fait ces banquiers ou qui a offert à ces banquiers la possibilité d'y jouer un rôle de premier plan en assurant sa survie et la leur au passage et non l'inverse, c'est ce qu'on retiendra. Que de nos jours ils s'identifient au capitalisme, ce n'est pas une raison pour réduire le capitalisme à ces banquiers, qui ne sont que les domestiques d'un système économique qui rémunère ses serviteurs en fonction de la richesse dont ils disposent, qui d'autres voudriez-vous qu'il enrichisse franchement, les exploités, les pauvres, un banquier ne prête pas aux pauvres pour s'enrichir mais uniquement pour mieux les asservir ou les exploiter.

Un Soral ne peut pas s'aventurer sur le plan économique parce qu'il est plombé, car ce n'est pas le banquier qu'il soit juif ou non qu'il s'agit de faire sauter, mais le système économique capitaliste. Pour nous l'origine du banquier elle est dans le système économique, donc c'est lui que nous combattons.

Misère intellectuelle.

Lu dans l'article intitulé *Couvrir les Saoudiens sur les atrocités commises au Yémen* et publié par Consortium News, la "gauche" américaine et reproduit par le blog Les-crisis.fr : "*Maintenant, après 30 mois de cette guerre sans but*"... Vraiment ?

Plus fort encore, si l'on veut :

- Terrorisme l'impossible définition, par François-Bernard Huyghe - Les-crisis.fr 11.11

Ouf, les Etats impérialistes occidentaux et leurs services de renseignement sont épargnés ! Qui mieux que l'Otan a fait de l'usage du terrorisme une méthode de guerre ?

La guerre et le terrorisme sont la continuité de la politique de la classe dominante tournée contre les peuples par d'autres moyens. C'est simple à comprendre et largement documenté depuis plus d'un demi-siècle.

Tout savoir sur Google. Suivi de Facebook la menace.

- La création de Google, suivi de Google et la NSA par Nafeez Ahmed le 22/01/2015

(Source : medium.com/insurge-intelligence, publié par Les-Crises.fr le 9/12/2017)

Présentation 1.

- « Insurge intelligence », un nouveau projet de journalisme d'investigation financé par le public, vous livre le récit de la façon dont la communauté US du renseignement a participé au financement, nourri et mis en incubation Google comme élément d'un effort visant à dominer le monde par le contrôle de l'information. Financé indirectement par la NSA et la CIA, Google n'a été que la première d'une pléthore de start-ups du secteur privé cooptée par le renseignement US pour conserver la « supériorité du renseignement ».

Les origines de cette ingénieuse stratégie remontent à un groupe sponsorisé par le Pentagone, qui au cours des deux dernières décennies a fonctionné comme un pont entre le gouvernement US et les élites des secteurs des affaires et de la finance, corporatistes et médiatiques. Le groupe a permis à certains des intérêts particuliers des USA corporatistes de passer systématiquement outre la responsabilité démocratique et la règle du droit pour influencer les politiques gouvernementales, ainsi que l'opinion publique aux USA comme autour du monde. Les résultats ont été catastrophiques: surveillance de masse par la NSA, un état de guerre globale permanent, et une initiative novatrice pour transformer le corps militaire US en « Skynet ».

Présentation 2.

- La surveillance de masse passe par le contrôle. Ses promulgateurs soutiennent, et croient même, que ce contrôle est pour le bien commun, un contrôle qui est nécessaire pour limiter le désordre, afin d'être pleinement attentif à la prochaine menace. Mais dans le contexte d'une corruption politique effrénée, d'inégalités économiques qui se creusent et de la tension croissante autour des ressources due au changement climatique et à l'instabilité de l'offre énergétique, la surveillance de masse peut devenir un outil du pouvoir pour se perpétuer lui-même, au détriment des citoyens.

Une fonction majeure de la surveillance de masse qui est souvent oubliée est celle de connaître l'ennemi au point de pouvoir le manipuler jusqu'à la défaite. Le problème est que les ennemis ne sont pas que des terroristes. C'est vous et moi. De nos jours, bien que systématiquement ignoré par la plupart des médias, le rôle de l'information de guerre en tant que propagande bat son plein.

Insurge intelligence révèle ici comment la cooptation de géants de la technologie comme Google par le Highlands Forum du Pentagone, afin d'exercer une surveillance de masse, a joué un rôle clé dans des efforts secrets pour manipuler les médias dans le cadre d'une guerre d'information contre le gouvernement américain, le peuple américain et le reste du monde : pour justifier une guerre sans fin, et un expansionnisme militaire incessant.

■ [Télécharger les deux articles au format pdf \(66 pages\)](#)

L'auto-formatage des esprit doit commencer dès l'enfance pour faire demain des esclaves dociles.

- Les enfants, cible de choix pour les géants technologiques - AFP

Messageries dédiées, ordinateurs dans les écoles: des géants technologiques comme Facebook ou Google tentent de fidéliser, dès leur plus jeune âge, les enfants à leurs produits, au grand dam des associations de protection de l'enfance. AFP 10 décembre 2017

- Facebook lance un service pour les jeunes enfants : voilà pourquoi cela peut rassurer les parents... et pourquoi cela devrait aussi profondément les inquiéter. Atlantico.fr

Facebook lance une nouvelle plateforme dédiée aux enfants et sobrement nommée "Facebook Kids". L'entreprise offre là des gages de sécurité aux parents mais derrière les bons sentiments se cachent une réalité beaucoup plus carthésienne. Atlantico.fr

En complément.

«Les élèves évalués ont essuyé les pires programmes que j'ai vus dans ma carrière.» - Liberation.fr

En matière d'éducation, les enquêtes internationales ont toutes un point commun : déprimantes à souhait pour les Français. Mardi, la dernière étude Pirls, portant sur la compréhension de l'écrit des élèves de CM1, enfonce un peu plus le clou. La France se situe à l'antépénultième place des 24 pays de l'UE qui ont participé à l'enquête... Liberation.fr

- Facebook a versé des millions aux médias français: la stratégie «VIP-VRP» et ses effets par Nicolas Becquet — arretsurinfo.ch 02 décembre 2017

On sait depuis 2016 que Facebook rémunère tant des personnalités que des médias pour produire des contenus sur son réseau social. Cette stratégie est désormais aussi à l'œuvre auprès des médias français (TF1, Le Figaro, Le Parisien, Le Monde, etc.) pour la production de vidéos, révèle l'enquête de Nicolas Becquet. Ces partenariats peuvent représenter jusqu'à 200'000 euros mensuels par titre. Une pratique qui pose la question de la dépendance des rédactions et ouvre la voie à un système à deux vitesses pénalisant les petits médias. Facebook assume, mais minimise l'importance de ce type de partenariat.

Facebook a gagné. Les médias français sont bel et bien devenus dépendants. Triplement dépendants, en fait : élargissement gratuit de l'audience, utilisation des outils de production et de diffusion et acquisition de revenus complémentaires. L'écosystème de publication du réseau social est devenu un outil vital (traduire viral - LVOG) pour le secteur médiatique.

De l'innocente et ludique chasse aux likes des débuts, à la production sur-mesure et rémunérée de formats vidéo aujourd'hui, le dealer d'audience a bien fait son travail. Dose après dose, les éditeurs ont scellé un pacte tacite avec la plateforme, un pacte aux allures de mariage de raison. Il faut dire que le trousseau de la mariée est bien garni avec ses deux milliards d'utilisateurs. Le marié désœuvré ne pouvait espérer mieux.

Asphyxiés financièrement et désertés par leur lectorat historique, les médias traditionnels ont en effet trouvé dans l'audience apportée par Facebook un ballon d'oxygène inespéré. À force de shoots aux statistiques flatteuses, les éditeurs se sont convaincus de leur succès naturel auprès d'une audience manifestement ultra réceptive à leurs contenus : l'eldorado providentiel des internautes.

Mais la descente est déjà en vue. Facebook a visiblement l'intention de faire éclater cette bulle enchantée en faisant passer à la caisse ses consommateurs les plus accros aux likes et au trafic généré sur leur site via le réseau social. Dans les rédactions, on travaille quotidiennement à la production de contenus conçus pour la plateforme de Mark Zuckerberg.

Quelles sont les implications d'une telle servitude volontaire pour le fonctionnement quotidien des rédactions, grandes ou petites ? Quelles sont les conséquences sur le travail des équipes chargées « d'alimenter » Facebook, notamment en vidéos et en lives ? Et surtout, comment le réseau social est-il parvenu à convaincre autant de médias économiquement à bout de souffle de travailler pour sa plateforme ? Zoom sur une redoutable stratégie qui met à l'épreuve l'agilité des rédactions. (...)

À partir de juin 2016, plusieurs grands médias américains ont été rémunérés pour inonder les newsfeeds de contenus originaux et servir de laboratoire technique et publicitaire à Facebook.

En effet, pour donner envie aux médias, Mark Zuckerberg a mis en place un véritable réseau de représentants VRP capables de faire la démonstration de l'incroyable efficacité des nouveaux formats mis sur le marché.

Le New York Times, CNN, le Huffington Post, BuzzFeed, Vox, Mashable ou encore Condé Nast... le fondateur de Facebook a rassemblé des représentants VIP dans sa « dream team ».

Modèles de réussite sur le marché digital, ces médias portent une solide réputation. Ils sont capables de produire à grande échelle et leurs contenus sont lus dans le monde entier.

Pour les convaincre, Facebook a dû se montrer très persuasif. Selon un document révélé par le Wall Street Journal en juin 2016, Mark Zuckerberg a ainsi fait un chèque de 50 millions de dollars répartis en 140 contrats de partenariats avec des médias et des célébrités, dont 17 de plus d'un million de dollars (près de 3 millions pour le New York Times et BuzzFeed, 2,5 millions pour CNN). Une goutte d'eau comparée aux 10 milliards de dollars de recettes trimestrielles de Facebook, soit 47% de plus qu'au même trimestre de l'année précédente.

Le deal est simple : en échange d'une certaine somme, le partenaire doit produire massivement des contenus à haute valeur ajoutée sur la plateforme : vidéos, Facebook Live, reportages à 360°, Instant Articles... Les grands médias américains ont donc été rémunérés pour inonder les newsfeeds de contenus originaux et ainsi convaincre l'ensemble des éditeurs d'en faire autant.

Des millions d'euros versés aux principaux médias français

Cette stratégie s'est avérée très efficace puisque la renommée des médias enrôlés, combinée à un puissant soutien des algorithmes, a contribué à imposer de nouveaux formats en moins d'un an et à l'échelle mondiale. Alléchés par la masse de clics, les éditeurs du monde entier se sont lancés dans l'aventure... couronnant de ce fait la stratégie de Facebook.

Un système spécifique aux États-Unis ? Pas du tout. En Europe, les grands médias français participent par exemple à cette manœuvre de séduction à grande échelle.

TF1, Le Figaro, Le Parisien ou les titres du groupe Le Monde font également partie des éditeurs qui touchent de l'argent pour produire des contenus vidéo pour Facebook. Et les sommes donnent le tournis, entre 100'000 et 200'000 euros par mois sur des périodes renouvelables de six mois, d'après les diverses sources interrogées.

Sachant que la plupart des médias cités (liste non exhaustive) ont déjà reconduit une fois leur partenariat, on parle ici de millions d'euros distribués aux médias hexagonaux par Facebook.

Il va sans dire que dans les rédactions contactées, on est peu disert sur les détails de ces accords confidentiels. Mais si les conditions varient d'un média à l'autre, le principe reste le même : en échange de l'argent versé, chaque média s'engage à produire un volume précis de vidéos et/ou de lives sur une période donnée, d'après les informations que nous avons pu récolter. (...)

Après des débuts laborieux, une communication maladroite et des cahiers des charges trop contraignants, Facebook a massivement investi dans ses relations avec les médias à partir de 2010. Désormais, la Media Partnership Team multiplie les initiatives comme le Facebook Journalism Project ou le Listening Tour, débuté en juin 2017, dans les rédactions.

Alors que la sphère médiatique s'alarme régulièrement de la dépendance aux « actionnaires milliardaires » ou de la proximité avec le pouvoir politique, la dépendance à Facebook ne semble pas émouvoir outre mesure. Au contraire, les partenariats sont vécus comme de belles opportunités pour expérimenter et se rapprocher de l'audience. (...)

Mais en coulisses, dans les médias partenaires, les dents grincent, notamment du côté des régies publicitaires et des services commerciaux impliqués dans une lutte acharnée et vaine contre leur principal concurrent, l'ogre Facebook. « Devant les 'valises de billets' apportés par Facebook, les régies n'ont pas leur mot à dire, explique un journaliste en off. Et lorsque Facebook teste ses nouveaux formats publicitaires mid-roll sur nos propres productions, l'exaspération est à son comble ».

L'efficacité de la plateforme désespère les éditeurs englués dans des stratégies (trop) complexes de rétention de l'audience, comme l'explique ce cadre en charge du numérique: « Quand un internaute, avant de pouvoir finalement regarder une vidéo sur un site, doit cliquer sur un lien, attendre de longues secondes le chargement de la page puis fermer une ou deux fenêtres de pub pour finalement devoir patienter devant une publicité de trente secondes, le constat est sans appel, on ne peut pas rivaliser. On ne joue pas dans la même division que Facebook et son autoplay instantanée ». arretsurinfo.ch

L'OTAN serait désarmée sans les médias aux ordres.

- Daniele Ganser : La plupart des guerres menées par des membres de l'OTAN commencent par des mensonges - Arrêt sur info

Extraits.

Question : Dans votre livre, vous parlez des États-Unis comme d'un « Empire »... Pourquoi ce terme ?

Daniele GANSER : Je suis un historien. Pour moi, le terme d'Empire est celui usité pour décrire le pays le plus puissant à un moment donné. Il y eut ainsi l'Empire romain au début de notre ère ; ce n'est pas je crois « anti-italien » de parler de l'Empire romain ! Au XIXe siècle, l'Empire britannique connut son apogée. Il n'est pas « anti-britannique » d'évoquer cet Empire... Depuis 1945, donc depuis plus de 70 ans, les États-Unis sont le pays le plus puissant. Il n'est pas « anti-américain » de dire cela. C'est un fait. Il existe environ 200 pays dans le monde aujourd'hui. Mais si nous examinons les 5 Membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU – sans doute les 5 pays les plus puissants ou influents – une vérité saute aux yeux : les dépenses militaires US s'élèvent à 600 milliards de dollars par an, infiniment plus que n'importe quel autre pays. La Chine dépense environ 200 milliards annuellement, la Russie 70, la France et le Royaume-Uni à peu près 50 milliards chacun. En outre, les États-Unis disposent de 10 porte-avions, la France d'un seul (le Charles de Gaulle) comme la Russie et le Royaume-Uni, et la Chine en a 2 depuis peu (le second n'étant pas encore en service). Les USA entretiennent des bases militaires dans plus de 40 pays (dont par exemple Guantanamo à Cuba, et Ramstein en Allemagne). La France compte des bases

militaires dans 11 pays différents (parmi lesquels l'Allemagne, et des pays africains comme le Mali, le Niger, le Tchad, Djibouti, ...) Par ailleurs, le dollar américain est la monnaie de référence au niveau mondial. La devise la plus importante dans l'économie mondiale n'est ni l'Euro, ni le Rouble, le Renminbi ou le Franc suisse ! Enfin, depuis 1945, les États-Unis ont bombardé plus de pays que n'importe quel autre État dans le monde. La liste des pays bombardés inclut l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, l'Irak, le Soudan, la Serbie, la Corée, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, le Nicaragua, le Pakistan, la Somalie, le Yémen, Cuba... et cette liste n'est pas exhaustive. Pour ces raisons, et d'autres encore, les États-Unis sont clairement un Empire ; il n'y a aucun doute à ce sujet. Je ne regarde pas la télévision française, et ne lis pas la presse française, je ne sais donc pas si ce terme est d'usage fréquent en France... Mais les experts en géopolitique français ne peuvent ignorer que les États-Unis sont la seule et unique superpuissance. Ici, en Suisse alémanique où je vis, ce terme d'Empire US n'est pas beaucoup utilisé, parce que les gens ont peur que cela crée des problèmes avec l'Empire, ou nuisent aux relations commerciales.

Question : D'autant que vous allez plus loin : vous affirmez aussi que les États-Unis sont une oligarchie...

Daniele GANSER : Oui, bien sûr. L'ancien Président Jimmy Carter a dit en 2015 que les États-Unis ne sont plus une démocratie mais une oligarchie, c'est-à-dire un pays dirigé par une petite classe supérieure riche qui constitue au plus 1% de la population totale. Carter expliquait qu'un candidat à l'élection présidentielle US avait besoin d'au moins 300 millions de dollars pour concourir. Il y a plus de 320 millions d'habitants aux USA, mais combien d'après vous peuvent disposer d'une telle somme ? Si vous n'appartenez pas à l'oligarchie, vous n'avez aucune chance d'être un jour élu Président des États-Unis. Le Président est toujours choisi parmi les riches. Les 100 sénateurs aussi appartiennent à l'oligarchie : ils ne siègent pas au Sénat qui n'est pas un cénacle de « vieux sages », mais une assemblée de riches ! En moyenne la fortune d'un sénateur est de 3 millions de dollars. Ceux qui occupent des fonctions exécutives sont encore plus riches : certains des membres de l'Administration Trump ne sont pas des millionnaires, mais des milliardaires. Leurs intérêts est de défendre leur fortune et de devenir encore plus riches. Ce qui est classique dans un système oligarchique. C'est donc l'oligarchie US qui dirige l'Empire US. (...)

Question : Vous citez des exemples concrets de mensonges de guerre, et vous vous intéressez aussi à cette propagande pluriquotidienne et multicanaux dont nous sommes bombardés. Vous commentez notamment l'usage qui est fait d'expressions orwelliennes comme « opérations », « frappes chirurgicales », « guerres humanitaires »...

Daniele GANSER : Oui, toutes ces guerres illégales sont vendues à l'opinion publique des pays qui les mènent, en l'occurrence la population des pays membres de l'OTAN, sous la forme appétissante de nobles missions humanitaires. Mais cela n'a aucun sens : il ne peut y avoir de guerres humanitaires, c'est impossible car les deux termes sont absolument contradictoires. Les guerres sont toujours brutales, horribles et meurtrières. Dans certains cas, comme en 2011 en Libye ou en 1999 en Serbie, des commandos des Forces spéciales ont même attisé les tensions en armant des groupes militants dans le pays cible. Le plus souvent, une guerre secrète précède la phase médiatisée de la guerre. Mais les gens assis devant leur téléviseur ne voient rien de cette phase préalable, la guerre secrète et se laissent duper et manipuler. J'ai écrit ce nouveau livre pour expliquer ces choses d'une manière simple mais pas simpliste, agréable, de sorte à ce que même des adolescents puissent le lire et comprendre ce que sont les guerres illégales.

Question : En tant qu'historien, comment expliquez-vous que la propagande de guerre fonctionne toujours aussi bien, à la fois avant le conflit pour le préparer, et pendant, pour que la population des États « démocratiques » soutienne des actions non seulement illégitimes mais surtout illégales ?

Daniele GANSER : La base de la propagande de guerre est toujours d'utiliser l'arme de la peur. Les gens sont vulnérables à la peur. C'est pourquoi on a recours à ce sentiment. Qui va de pair

avec la haine. En associant les deux, il est facile de mobiliser des populations entières en faveur de la guerre. En divulguant des histoires sur le fait que Saddam Hussein possède des armes de destruction massive, vous créez de la peur chez les gens, indépendamment du fait que cela soit vrai ou pas. Quand a été pointée du doigt la responsabilité de Saddam dans les attentats du 11-Septembre – un moment de peur intense – c'est le levier de la haine qui était activé. Plus tard, avec le recul, les historiens arrivent et expliquent que M. Hussein n'avait rien à voir avec le 11-Septembre et qu'il ne disposait pas d'ADM, mais évidemment, il est déjà trop tard ! La guerre illégale a commencé et énormément de gens sont morts. Il s'agit d'une véritable politique qui allie la peur à la haine et aux mensonges ; et elle fonctionne très bien. Dans un chapitre de mon livre, je traite de la guerre du Vietnam qui a commencé (pour les USA) en 1964. L'Empire US affirma alors que les Nord-Vietnamiens avaient attaqué un bateau américain dans le Golfe du Tonkin., ce qui contribua à créer un sentiment de peur et de haine dans le pays. Bien des années plus tard, les historiens découvrirent que l'attaque n'avait jamais eu lieu, c'était un autre mensonge. La plupart des guerres illégales commencent par des mensonges. Je consacre également un chapitre à Cuba. En 1961, les États-Unis affirmèrent devant le Conseil de Sécurité de l'ONU que des pilotes cubains avaient bombardé leur propre pays avant de se réfugier aux USA, parce qu'ils haïssaient le régime de Fidel Castro. Cette histoire aussi était fausse. Arrêt sur info

Une campagne mondiale de purification des moeurs orchestrée par les maîtres de la pornographie désormais à la portée de tous.

A propos de Harvey Weinstein, Pamela Anderson explique être au courant de sa réputation. "C'était une chose que tout le monde savait, précise-t-elle à propos du producteur américain. Certains producteurs et certaines personnes à Hollywood sont des gens à éviter en privé. Vous savez ce qui va vous arriver si vous allez dans une chambre d'hôtel, seule."

"Les femmes doivent être conscientes de certains problèmes, comment les repérer et les combattre, a-t-elle ajouté. C'est totalement hypocrite d'ignorer ces situations." Closer 3 décembre 2017

- Dustin Hoffman visé par de nouvelles accusations d'agressions sexuelles - HuffPost
- Inconduite sexuelle: Deux parlementaires US poussés à la démission - Reuters
- Agression sexuelle Le chef James Levine accusé à son tour - Liberation.fr

James Levine, mythique chef d'orchestre et directeur musical honoraire du Metropolitan Opera de New York.

Il est accusé d'avoir abusé sexuellement un adolescent dans les années 80. La victime présumée, restée anonyme, a déclaré à la police de l'Etat de l'Illinois (Nord-Est) que les faits auraient débuté en 1985 quand il avait 15 ans, et se sont poursuivis jusqu'en 1993.

- Schiappa saisit le CSA après une blague «indigne» de Tex sur les femmes battues - Liberation.fr

L'animateur a fini par présenter ses excuses sur les réseaux sociaux après des propos tenus jeudi soir dans une émission diffusée sur C8.

- Harcèlement de rue Une plaie de grande ampleur - Liberation.fr
- Harcèlement de rue: «L'espace est conçu et pensé par et pour les hommes» - Liberation.fr
- L'origine du monde revue et corrigée - Liberation.fr

La chirurgie esthétique appliquée au sexe féminin est de plus en plus courante, sous influence du fantasme de rajeunissement et du porno. Rarement réparatrice, elle est souvent liée à une inhibition dans la vie privée.

Sexe and Money. Hallyday + Macron = Raj, bravo, 65 ans d'écart ! Mais la morale est sauve, ouf !

- Indian actress marries 83 year old. After he wins over \$800,000! - newsforever.net

An 18-year-old, who married an 83-year-old Jackpot winner on his deathbed, will be the 100% beneficiary of his estate. He happened upon an amazing fortune, and it's all going to his "love" he met 3 months ago. <http://newsforever.net> - 8 December 2017

Une jeune actrice indienne de 18 ans a épousé un vieillard de 83 ans qui venait de décrocher le jackpot, 800,000 \$, sur son lit de mort précise l'article.

Mimétisme. Le suzerain et son vassal.

- L'Iran ne doit pas menacer les intérêts américains en Irak, prévient la CIA - Reuters

Le directeur de l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) Mike Pompeo, a annoncé samedi avoir envoyé une lettre à plusieurs dirigeants iraniens, dont le commandant Qassem Soleimani, pour faire part de son inquiétude concernant l'attitude... Reuters

- Irak: colère chiite après l'appel de Macron à démanteler une force paramilitaire - AFP

Un appel du président français Emmanuel Macron au démantèlement des forces paramilitaires irakiennes du Hachd al-Chaabi a provoqué la colère de personnalités chiites, qui ont dénoncé une "interférence" française dans les affaires de leur pays. AFP

Libération porte-parole du clan Obama-Clinton-Soros.

- Fiscalité : Trump trace sa loi du plus fort - liberation.fr

Approuvée dans la hâte par le Sénat, la réforme voulue par le président américain est censée venir en aide aux travailleurs et aux «oubliés». En réalité, ce texte, qui doit repasser au Congrès, regorge de mesures aux lourdes conséquences sociales et environnementales. La preuve par cinq.

LVOG - En fait de "preuve", il s'agit d'un article de pure propagande de Libération tourné contre Trump qui a annoncé qu'il allait poursuivre la politique économique de ses prédécesseurs en faveur de l'oligarchie, ce qui sous-entend que Clinton aurait rompu avec cette politique, ce qui est évidemment faux et tout à fait naturel, quand on se souvient que Libération avait soutenu Clinton et Obama, le "modèle" de Macron pour lequel Libération avait appelé à voter, il apparaît clairement que cet article parmi bien d'autres présentant la même orientation était destinée à obtenir le soutien des lecteurs à la campagne frénétique orchestrée par le clan de l'oligarchie pour évincer Trump du pouvoir au profit du candidat du parti démocrate.

Pour cautionner son argumentation fallacieuse, Libération a fait appel aux "experts" ou "économistes" de l'université américaine qui est le fer de lance de la propagande néoconservatrice depuis les années 70, ainsi qu'au New York Times qui en est le relais depuis la même époque.

- peu d'experts partagent son optimisme : sur 38 économistes réputés interrogés par l'université de Chicago, un seul estime que le plan fiscal des républicains entraînera une croissance économique

substantielle. - le New York Times s'est fendu jeudi d'un éditorial cinglant : «Le Sénat se dépêche de voter sa loi fiscale parce qu'elle pue.» liberation.fr 3 décembre 2017

Dans l'article suivant, c'est Amnesty International qui remplit le rôle de ces économistes ou du New York Times. C'est le même clan qui est à l'origine de la guerre contre la Libye et qui par la suite a orchestré le déferlement de migrants vers l'Europe pour mieux déstabiliser ses peuples et briser leur résistance à la stratégie néolibérale.

Ils sont tous tellement bien intentionnés vis-à-vis des exploités et des opprimés de leur propre pays.

- Les Etats-Unis se retirent d'un Pacte mondial pour aider migrants et réfugiés - AFP

Les Etats-Unis ont ajouté un nouveau secteur, celui des migrants et réfugiés, à une longue liste de projets ou d'accords internationaux dont Donald Trump a décidé de retirer son pays au grand dam des partisans du multilatéralisme.

En septembre 2016, les 193 membres de l'Assemblée générale de l'ONU avaient adopté à l'unanimité un texte appelé Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants qui vise à améliorer à l'avenir leur gestion internationale (accueil, aide aux retours...).

Sur la base de cette Déclaration, le Haut commissaire aux Réfugiés a été mandaté pour proposer un Pacte mondial sur les migrants et réfugiés dans son rapport annuel à l'Assemblée générale en 2018. Ce Pacte doit reposer sur deux axes: définition d'un cadre des réponses à apporter à la problématique et programme d'actions.

Depuis son entrée en fonctions en janvier, le républicain Donald Trump a souvent entrepris de défaire les engagements de son prédécesseur démocrate Barack Obama.

Pour Amnesty International, le retrait américain équivaut à "une abdication dévastatrice de responsabilité dans les plus grandes crises de réfugiés au monde".

Le retrait américain du projet de Pacte mondial sur les migrations intervient alors que le Conseil de sécurité de l'ONU a multiplié en novembre les réunions sur la question migratoire. Après la crise des migrants et réfugiés cherchant à gagner l'Europe, le sujet a repris de l'acuité avec l'exode massive depuis août de Rohingyas de Birmanie vers le Bangladesh et des informations sur l'existence de marchés d'esclaves en Libye. AFP 4 décembre 2017

L'Empire ose tout.

- Les Cambodgiens furieux que les USA osent réclamer le remboursement de centaines de millions de dettes de guerre — Arrêt sur Info 03 décembre 2017

Un demi-siècle après que les bombardiers B-52 des États-Unis aient largué plus de 500 000 tonnes d'explosifs sur la campagne cambodgienne, Washington exige que le pays rembourse une dette de guerre de 500 millions de dollars américains.

La demande a suscité des manifestations d'indignation et de colère dans la capitale cambodgienne, Phnom Penh.

En 1973 seulement, pendant plus de 200 nuits, 257456 tonnes d'explosifs ont été largués sur le pays lors de bombardements massifs secrets, soit l'équivalent de la moitié de ce qui a été largué sur le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les pilotes volaient tellement haut qu'ils étaient incapables de faire la différence entre un village cambodgien et leurs cibles, les lignes d'approvisionnement nord-vietnamiennes de la piste Ho Chi Minh.

Les bombes étaient d'un tonnage si massif qu'elles faisaient sauter les tympans de n'importe qui dans un rayon d'un kilomètre.

Le correspondant de guerre James Pringle se trouvait à deux kilomètres d'une frappe de B-52 près de la frontière cambodgienne.

« Il semblait que le monde allait prendre fin », se souvient-il.

Selon un chercheur, jusqu'à 500.000 Cambodgiens ont été tués par ces bombardements, dont beaucoup d'enfants.

Les bombardements américains ont poussé des centaines de milliers de Cambodgiens ordinaires dans les bras des Khmers rouges, un mouvement de guérilla maoïste qui a pris le pouvoir en 1975 et a causé, au cours des quatre années suivantes, la mort de plus de deux millions de personnes par des exécutions de masse et la famine.

La dette vient d'un prêt de 274 millions de dollars accordé au gouvernement putschiste d'alors, dirigé par le général Lon Nol et inféodé aux Etats-Unis mais a presque doublé au cours des années alors que les gouvernements suivants du Cambodge refusaient de rembourser.

William Heidt, ambassadeur des Etats-Unis à Phnom Penh, a déclaré que le refus du Cambodge de rembourser sa dette mettait ce pays au même niveau que le Soudan, la Somalie et le Zimbabwe.

« Je dis qu'il est dans l'intérêt du Cambodge de ne pas se tourner vers le passé, mais d'examiner comment résoudre cela parce que c'est important pour l'avenir du Cambodge », a-t-il ajouté, ajoutant que les Etats-Unis n'ont jamais sérieusement envisagé d'annuler la dette.

Le premier ministre du Cambodge, Hun Sen, a déclaré: « Les États-Unis ont créé des problèmes dans mon pays et m'ont ensuite demandé de l'argent. Après notre refus, ils ont ordonné au FMI (Fonds monétaire international) de ne plus nous prêter d'argent. Nous devrions élever la voix pour dénoncer ce pays qui envahit d'autres et qui massacre des enfants. »

M. Pringle, un ancien correspondant de Reuters à Saïgon, a expliqué qu'il n'avait jamais été un partisan de Hun Sen mais que ce qu'il avait dit sur ce sujet était « absolument correct ».

« Le Cambodge ne doit rien aux Etats-Unis qui ont aidés à détruire son peuple, ses animaux sauvages, ses champs de riz et sa couverture forestière », a-t-il écrit dans le quotidien Cambodia Daily.

L'Américaine Elizabeth Becker, l'une des rares correspondantes qui ont été témoins du génocide des Khmers rouges, a également écrit que les États-Unis « doivent au Cambodge plus de dettes de guerre que ce qui pourrait être remboursé en espèces ».

Hun Sen a souligné que les cratères parsèment encore la campagne cambodgienne et les villageois doivent encore déterrer des bombes, ce qui entraîne des évacuations de masse jusqu'à ce qu'elles soient désamorcées.

« Il reste beaucoup d'explosifs et de bombes, c'est pourquoi des enfants cambodgiens sont si souvent tués parce qu'ils ne savent pas qu'il s'agit de munitions non explosées », a-t-il déclaré. « Et qui est responsable? Ce sont les bombes et les explosifs de l'Amérique », a-t-il conclu.

Article publié le 11 mars 2017 sous le titre *Fury in Cambodia as US asks to be paid back hundreds of millions in war debts.*

Ils osent tout.

- Avec la visite d'Obama à Paris, un vent d'espoir et de répit vient de traverser l'Atlantique - Le Huffington Post
- Présidence LR : quel espace pour la droite humaniste et le centre ? - Publicsenat.fr
- Macron lauréat du prix Charlemagne pour sa vision européenne - Reuters
- Bayrou "persuadé" que Macron "fera" un projet social - AFP
- Les coups de fils de Macron à Schulz pour résoudre la crise allemande - L'Express.fr
- Feu vert de la direction du SPD à des négociations sur une coalition - Reuters
- Federica Mogherini : "L'UE lutte déjà contre l'esclavage en Libye" - euronews
- Jérusalem doit être la capitale d'Israël et d'un Etat palestinien, selon l'UE - Reuters
- « La France insoumise est en perdition sur le plan moral » juge Maël de Calan - Publicsenat.fr
- Le M5S gomme son image anti-européenne, réclame une réforme de l'UE - Reuters
- Trois pays d'Europe de l'Est renvoyés devant la justice - euronews

La Commission européenne a décidé de renvoyer la Hongrie, la République tchèque et la Pologne devant la Cour de Justice... euronews

- Les Nations-Unies s'attaquent au fléau du plastique dans les océans mais que vaut leur "plan tolérance zéro" ? - Atlantico.fr
- Le pape François dit avoir "pleuré" en rencontrant les Rohingyas - AFP

Pas ailleurs.

- En Russie, l'homophobie nourrit l'épidémie de VIH - Slate.fr
- Le Nobel de la paix remis aux antinucléaires sur fond de crise nord-coréenne - AFP

Dossier sur Israël.

Provocation ou marchandage ou les deux à la fois ?

Ce sont les médias qui sont responsables des manifestations qui ont lieu depuis plusieurs jours contre Israël à travers le monde, après que les dirigeants politiques de la plupart des pays à la suite des occidentaux eurent annoncé que les Américains avaient l'intention de reconnaître

Jérusalem comme la capitale d'Israël et d'y installer leur ambassade, alors qu'en réalité aussi bien que Trump que Tillerson ou d'autres membres de l'administration américaine eurent affirmé que cela prendrait des années, ce qui signifie que rien n'est fait, rien n'est arrêté a tenu à préciser Tillerson.

Bref, cela sent encore le coup tordu, pendant que se trame autre chose, dans le dos de qui, des Palestiniens ou d'Israël ?

Theodor Herzl and the anti-semitic side of Zionism (Theodor Herzl et l'aspect antisémite du sionisme)

<https://www.youtube.com/watch?v=4vIJscu9LRM>

Cette vidéo est en anglais mais sous-titré.

Le Parisien exprime un regret

- Israël : Trump reporte sa décision sur l'ambassade américaine - LeParisien.fr

Le monde devra encore attendre. LeParisien.fr

Hélas, cela pourrait durer "entre trois et quatre ans"!

- Trump va reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël - Reuters

Donald Trump reconnaîtra ce mercredi Jérusalem comme capitale d'Israël et lancera le processus de déménagement de l'ambassade des Etats-Unis dans le pays de Tel-Aviv vers la ville, le président américain passant ainsi outre les mises en garde du monde entier et bouleversant la ligne observée depuis des décennies par ses prédécesseurs.

Dans un discours qu'il devrait prononcer vers 18h00 GMT, l'actuel occupant de la Maison blanche annoncera avoir ordonné au département d'Etat de commencer à mettre en oeuvre le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, ont dit de hauts responsables de l'administration Trump.

Donald Trump n'a pas fixé de calendrier pour ce processus, qui pourrait durer entre trois et quatre ans.

Pour l'heure, le président américain devrait signer un texte, valable six mois, maintenant provisoirement à Tel Aviv de l'ambassade américaine. Reuters 6 décembre 2017

- L'ambassade américaine à Jérusalem, "probablement" pas avant au moins deux ans - Le Huffington Post

Les Etats-Unis ne déménageront "probablement" pas leur ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem avant au moins deux ans, a déclaré ce vendredi 8 décembre le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson. Le Huffington Post 8 décembre 2017

- La décision US sur Jérusalem ne préjuge pas du statut final, dit Tillerson - Reuters

La décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël ne préjuge pas de l'issue des négociations directes sur le statut de la ville sainte, qui restent du ressort des parties prenantes, a déclaré vendredi le chef de la diplomatie américaine. Reuters 8 décembre 2017

- Macron reçoit Netanyahu en plein regain de tensions au Proche-Orient - Reuters

- Vote de l'ONU (151-6) contre Israël, «puissance occupante» sans aucun droit sur Jérusalem par Ariyana Love — arretsurinfo.ch 08 décembre 2017

L'Assemblée générale des Nations Unies à New York a adopté jeudi (30 nov) six résolutions affirmant les droits des Palestiniens et condamnant les violations israéliennes du droit international, rapport le Middle East Monitor.

Selon une résolution («Jérusalem»), «l'Assemblée a réaffirmé que toute mesure prise par Israël, puissance occupante, en vue d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration à la Ville sainte de Jérusalem était illégale et, de ce fait, nulle et non avenue et sans validité aucune. »

Cette résolution a été adoptée par 151 voix pour, 6 voix contre (Canada, États fédérés de Micronésie, Israël, Îles Marshall, Nauru, États-Unis), et 9 abstentions (Australie, Cameroun, Honduras, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, Paraguay, Soudan du Sud, Togo), a indiqué le Monitor.

Le délégué d'Israël a condamné les résolutions, affirmant que l'ONU «continuait à adopter chaque année des résolutions biaisées et à consacrer des ressources précieuses ... à des organes politisés dont le seul but était d'attaquer et de dénoncer Israël».

Le représentant américain « a fait écho à cette opposition. »

Ariyana Love est rédactrice du projet Liberty Beacon et directrice TLB de Middle East Rising news. Elle est ambassadrice de bonne volonté en Palestine et fondatrice d'une fondation internationale qui promeut les droits de l'homme pour les peuples autochtones et le Moyen-Orient.

<http://arretsurinfo.ch/vote-de-lonu-151-6-contre-israel-puissance-occupante-sans-aucun-droit-sur-jerusalem/>

En complément.

- Vidéo. Norman Finkelstein le Hezbollah est l'honneur du monde arabe (sous-titré en français)

<https://www.youtube.com/watch?v=wZ7bWP9JHzw>

Interview du Professeur Norman Finkelstein par la chaîne libanaise Future TV (opposée au Hezbollah), le 20 janvier 2008.

A l'adresse de la pourriture de Charlie Hebdo. Cette vidéo et sa transcription sont disponibles sur les blogs suivants et bien d'autres (trouvé sur Google) :

<https://www.agoravox.tv/tribune-libre/article/norman-finkelstein-le-hezbollah-74838>

<https://blogs.mediapart.fr/le-cri-des-peuples/blog/201017/norman-finkelstein-le-hezbollah-est-lhonneur-du-monde-arabe>

<https://www.egaliteetreconciliation.fr/Norman-Finkelstein-La-resistance-du-Hezbollah-est-lhonneur-du-monde-arabe-48160.html>

Vous comprenez pourquoi le sac à merde de Charlie déborde de haine ? Tenez, je préfère encore faire comme les Indiens et m'essuyer le cul avec la main gauche et de l'eau, plutôt qu'utiliser ce papier hygiénique !

- Norman Finkelstein réagit à l'affaire Charlie Hebdo : « Je suis...Gaza » par Norman Finkelstein — 14 janvier 2015

La publication nazie Der Sturmer, éditée par Julius Streicher, était connue pour ses caricatures antisémites obscènes.

Imaginez qu'une paire de frères juifs, éperdus de douleur face à la mort et à la destruction qui s'étaient abattues sur le peuple juif, aient fait irruption dans les bureaux du journal et assassiné des membres de son personnel.

Elèverions-nous au rang de martyrs et de héros ceux qui ont choisi de se moquer des croyances profondément ancrées dans les consciences d'un peuple souffrant et méprisé ; de dégrader, rabaisser, insulter et humilier les Juifs à l'heure de leur épreuve, alors que le monde qu'ils avaient connu se désintérait tout autour d'eux ?

Imaginez qu'un million de Berlinoises se soient mobilisés pour pleurer les pornographes politiques.

Applaudirions-nous à cette manifestation de solidarité ?

Streicher a été condamné à mort durant le procès de Nuremberg.

Il n'est pas rapporté que beaucoup de personnes dans notre Occident éclairé aient versé des larmes.

Désolé, Charlie.

Après le massacre de 1000 musulmans par le dictateur égyptien Sissi en un seul jour, le journal Charlie Hebdo a publié ce titre (image de gauche) : « Le Coran c'est de la m*** : Ca n'arrête pas les balles ».

Est-ce que l'image de droite, sur laquelle on peut lire « Charlie Hebdo, c'est de la m*** : Ca n'arrête pas les balles » est inclus dans la liberté d'expression, ou est-ce considéré comme un propos offensant par le monde « épris de liberté » ?

<http://arretsurinfo.ch/norman-finkelstein-reagit-a-laffaire-charlie-hebdo-je-suis-gaza/>

En complément.

- Argentine: Cristina Kirchner visée par un mandat d'arrêt pour trahison - AFP

L'horizon judiciaire de l'ancienne présidente argentine Cristina Kirchner s'assombrit: un juge a demandé jeudi son arrestation pour entrave à l'enquête au profit de l'Iran sur l'attentat contre une mutuelle juive qui avait fait 85 morts en 1994.

Dossier sur le Honduras

- Honduras: la présidence d'accord pour un recomptage total des voix - AFP

Le président sortant du Honduras, Juan Orlando Hernandez, candidat à sa propre succession, a accédé mardi à la demande de l'opposition d'un recomptage total des votes de l'élection présidentielle du 26 novembre pour écarter les accusations de fraude en sa faveur.

"Nous sommes ouverts à l'examen, à la révision (du scrutin) une, deux, trois, autant de fois que nécessaire. Nous n'avons aucun problème", a déclaré le président, 49 ans et candidat à sa propre réélection malgré les dispositions constitutionnelles.

Il a ainsi donné son aval à la demande de l'ancien président Manuel Zelaya, leader de l'opposition, qui avait réclamé un peu plus tôt mardi la vérification de l'ensemble des 18.000 procès-verbaux de la présidentielle.

L'opposition espère ainsi écarter la possibilité d'une fraude favorable au président sortant, contre son adversaire de gauche, Salvador Nasralla, un présentateur de télévision de 64 ans novice en politique.

L'ancien président Zelaya avait auparavant rejeté la proposition du Tribunal suprême électoral (TSE) de vérifier les 5.173 procès-verbaux que l'opposition avait signalé comme falsifiés, estimant que la seule façon d'éviter une fraude était de réexaminer l'ensemble des procès-verbaux.

Donné en tête dans les premiers résultats partiels avant d'être doublé par le président sortant, Salvador Nasralla, de l'Alliance de l'opposition contre la dictature, a accusé le TSE d'avoir falsifié ces procès-verbaux pour inverser la tendance.

Les autorités électorales espéraient ainsi calmer la colère de la population face à la probable réélection de Juan Orlando Hernandez.

Ce dernier, qui s'exprimait depuis le siège du Parti national (droite), s'est montré convaincu de sa réélection, une nouvelle qu'il a dit attendre avec une "grande impatience", tout en assurant que son geste à l'égard de l'opposition "n'était pas un signe de faiblesse, mais de force".

L'annonce présidentielle intervient alors que l'état d'urgence a été décrété vendredi pour 10 jours dans ce pays d'Amérique centrale, après des manifestations et des pillages de commerces ayant fait au moins trois morts.

Dans la capitale Tegucigalpa comme ailleurs dans le pays, des milliers d'habitants continuent de défier le couvre-feu pour ériger des barricades et d'organiser des concerts de casseroles.

Officiellement, et malgré le dépouillement de 99,98% des bulletins, le TSE se refuse à déclarer un vainqueur tant que les recours n'ont pas été étudiés, mais publie des chiffres clairement favorables à Juan Orlando Hernandez, crédité de 42,98% des suffrages, contre 41,39% pour Salvador Nasralla.

Ce dernier avait affirmé lundi à l'AFP qu'il ne pourrait "jamais accepter" ces résultats "ni officiels ni définitifs". Les observateurs internationaux semblent se ranger, à demi-mot, de son côté. L'eurodéputée portugaise Marisa Matias, coordinatrice de la mission de l'Union européenne, a appelé le TSE à la prudence: "S'il vous plaît, ne proclamez pas de vainqueur, le processus n'est pas terminé". L'Organisation des Etats américains (OEA) est allée plus loin encore: "La marge étroite des résultats, ainsi que les irrégularités, les erreurs et les problèmes systémiques qui ont entouré cette élection ne permettent pas à cette mission d'avoir des certitudes sur les résultats", a déclaré l'ex-président bolivien Jorge Quiroga, chef de la mission de l'OEA.

Mais l'état d'urgence n'empêche pas la violence, dans ce pays pauvre miné par les gangs criminels: dimanche soir dans le département d'Olancho (est), quand deux policiers ont été abattus par deux habitants circulant en voiture malgré l'interdiction, selon la police.

Et au moins une jeune femme a été tuée au cours des manifestations d'opposants.

Lundi soir, des centaines de membres des "Cobras", les unités de la police anti-émeute, soutenus par d'autres policiers, sont sortis de leurs casernes, dans le nord de Tegucigalpa, pour signifier leur refus de faire appliquer le couvre-feu et réprimer les manifestants.

Des centaines d'habitants du voisinage ont accouru pour les applaudir, certains arborant des pancartes avec l'inscription "J'aime la police".

Avant même sa tenue, le scrutin était contesté, en raison de la candidature du président sortant.
AFP 6 décembre 2017

On retrouve tous les ingrédients de la désinformation dans cet article, les manifestants présentés de la même manière que les gangs criminels, la mort d'une jeune femme au lieu d'un jeune homme pour accentuer le côté injuste et dramatique des actions menées par les opposants à Hernandez.

On sait qu'à l'AFP ils aiment "la police"! Et la panne du serveur du TSE, pendant laquelle les résultats se sont inversés et qui est à l'origine de la contestation des résultats de cette élection, a disparu ! AFP 6 décembre 2017

- Présidentielle au Honduras: les deux camps dans la rue pour crier victoire - AFP

N'accordant pas sa confiance au Tribunal suprême électoral (TSE) hondurien, M. Nasralla a réaffirmé jeudi sa requête pour que des institutions comme l'Organisation des Etats américains (OEA) ou l'Union européenne effectuent un nouveau dépouillement et un audit du système informatique de décompte du TSE.

M. Nasralla estime que la présidence lui a été "volée" et accuse le TSE d'avoir falsifié une partie des procès-verbaux à la faveur de pannes informatiques.

Le TSE s'est attelé jeudi soir au recomptage de 4.753 urnes dont la saisie informatique a entraîné des suspicions de fraude, sans la présence de représentants de l'opposition qui réclament un recomptage total de quelque 18.128 contenant les bulletins de vote.

L'Organisation des Etats américains (OEA), qui avait dépêché une mission d'observation électorale demande désormais "un processus exhaustif et méticuleux de vérification" des résultats en dénonçant le "manque de garantie et de transparence" ainsi que "l'accumulation d'irrégularités". Elle estime qu'elle "ne peut avoir de certitudes sur les résultats".

Dans un communiqué commun, l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Guatemala, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, le Chili et l'Uruguay ont exprimé leur "soutien" à un examen global du processus électoral.

Pour sortir de la crise, l'OEA a même commencé à évoquer une nouvelle option, celle d'"un nouvel appel à des élections". Le Parti libéral (PL, droite), arrivé troisième de ce scrutin à un tour avec 14,73% des voix, a déposé un recours en ce sens.

Jeudi, la Convergence contre la Continuité d'Hernandez, composée de plusieurs organisations de la société civile, a elle appelé à invalider les élections.

L'alliance de l'opposition a indiqué pour le moment qu'elle ne partageait pas l'option d'organiser de nouvelles élections.

Si les mobilisations se poursuivent, "il est probable que cela dégénère en troubles", met en garde le sociologue Osman Lopez, professeur à l'Université nationale.

Difficile pour nombre d'Honduriens d'accepter une victoire du président sortant alors que "la population a montré son respect pour la démocratie (en participant à l'élection) et a voté davantage contre la réélection illégale (du président sortant) que pour Nasralla", ajoute-t-il.

M. Hernandez a en effet contourné l'interdiction de deux mandats consécutifs, qui figure dans la Constitution, grâce à une décision favorable du Tribunal constitutionnel. AFP 8 décembre 2017

- Honduras: l'opposition réclame l'annulation de l'élection pour fraude - AFP

L'opposition au Honduras a déposé un recours en annulation de l'élection présidentielle du 26 novembre, arguant qu'elle était "frauduleuse", nouveau développement de la crise politique qui a plongé le pays dans le chaos.

L'Alliance de l'opposition contre la dictature (gauche), de l'opposant Salvador Nasralla, a affirmé devant le Tribunal suprême électoral (TSE), dans la nuit de vendredi à samedi, qu'il y avait eu "altération (du processus électoral, ndlr) due à une fraude des procès-verbaux du scrutin", remettant en question la réélection du président sortant Juan Orlando Hernandez.

"Ils (les magistrats du TSE) savent que ce processus est totalement avorté, c'est un processus avec des fraudes de toutes parts", a déclaré M. Nasralla après avoir déposé le recours en compagnie de l'avocat de l'Alliance, Marlon Ochoa.

M. Ochoa a expliqué à l'AFP que "la loi prévoit qu'il est possible de demander la nullité du vote, du scrutin, du dépouillement et de l'enregistrement des votes, nous faisons donc appel à la loi".

Il a averti que le TSE rejettera probablement l'appel, ce qui poussera selon lui l'opposition à poser "un recours devant les instances internationales". AFP 10 décembre 2017

Antisocial.

- Le gouvernement prêt à s'attaquer au mode de revalorisation du smic - Reuters

Le gouvernement envisage de réformer le mode de revalorisation du smic sans pour autant renoncer à son automaticité ou faire nécessairement totalement siennes les propositions d'un groupe d'experts qui suscitent l'inquiétude des syndicats.

Dans un rapport transmis aux partenaires sociaux, ces économistes chargés d'éclairer le gouvernement sur l'évolution du smic remettent en cause la revalorisation automatique du salaire minimum et plaident pour une désindexation.

Ils recommandent au gouvernement de s'abstenir de tout "coup de pouce" au smic le 1er janvier 2018, pour tenir compte des "fragilités" de l'économie française, mais vont bien au-delà.

"Le smic est un outil peu efficace pour lutter contre la pauvreté", écrivent-ils. Pour ces économistes une hausse du smic n'a que peu d'effet sur le revenu des ménages les plus modestes, dont la situation est, selon eux, plus la conséquence de la faiblesse de leur temps de travail que du salaire horaire.

Le groupe d'experts propose de supprimer au moins la règle de l'indexation obligatoire sur la moitié du gain de pouvoir d'achat du SHBOE, voire ces deux critères.

Supprimer toute règle d'indexation obligatoire "présente l'avantage de pouvoir maîtriser les hausses du salaire minimum dans les phases basses du cycle économique afin de préserver les

emplois et d'allouer éventuellement plus de ressources aux mécanismes de lutte contre la pauvreté", disent-ils

Ils font valoir que l'une ou l'autre de ces réformes rapprocherait la France de "la très grande majorité des pays développés où existe un salaire minimum national".

"Les deux options de réformes laisseraient plus de marge de décision aux pouvoirs publics concernant la revalorisation du smic", ajoutent-ils. "Elles renforceraient également le rôle de la négociation collective."

Pour eux, l'augmentation du niveau de vie des ménages pauvres doit "prioritairement reposer sur des mesures permettant une augmentation de la durée du travail" et "une revalorisation de la prime d'activité est plus efficace qu'une augmentation du smic pour lutter contre la pauvreté".

L'entourage de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a pour sa part rappelé qu'il s'agissait d'experts "indépendants".

Les règles d'indexation "visent légitimement à préserver le pouvoir d'achat des travailleurs au smic" et "le gouvernement est attaché au principe d'une progression automatique" de ce salaire minimum, a-t-on déclaré à Reuters au ministère.

Mais on ajoute de même source que les propositions du rapport "s'intégreront dans les réflexions en cours" sur le partage des fruits de la croissance et de la valeur ajoutée et sur une plus grande convergence fiscale et sociale en Europe.

Le premier de ces deux chantiers devrait ainsi trouver une concrétisation dans le projet de loi du ministre des Finances, Bruno Le Maire, sur les entreprises, qui pourrait notamment étendre la participation et l'intéressement dans les PME.

Bruno Le Maire et Muriel Pénicaud reçoivent mercredi les partenaires sociaux à Bercy pour en parler.

Le gouvernement envisage donc bien une réforme du mode de revalorisation du smic mais entend garder à celle-ci une forme d'automatisme, donc sans nécessairement reprendre la totalité des propositions du groupe d'experts.

Des propositions dénoncées notamment par Force ouvrière, la CGT et la CFDT.

Dans un communiqué, FO rappelle avoir lancé une mise en garde contre sa nouvelle "composition monocolore relevant du libéralisme économique" du groupe d'experts.

Le résultat ne s'est pas fait attendre, ajoute ce syndicat, qui estime que retenir ses propositions serait "serait une faute économique et sociale lourde de sens, accentuant l'image d'un gouvernement des riches".

La CGT dénonce pour sa part un "rapport explosif pour dynamiser le smic" et assure qu'elle "ne laissera pas faire".

"La CGT (...) n'acceptera nullement que ces préconisations soient traduites dans le futur projet de loi 'croissance des entreprises', par exemple", lit-on dans son communiqué.

De son côté, la CFDT juge inenvisageable de "supprimer l'ensemble des variables de revalorisation automatique" du smic mais estime aussi que la question du salaire minimum "cache les véritables problèmes des salariés".

"Pour la CFDT, le chantier prioritaire porte sur la revalorisation des bas salaires et sur les évolutions professionnelles et salariales", ajoute ce syndicat.

L'entourage de Muriel Pénicaud précise pour sa part que le niveau de la prochaine revalorisation du smic sera annoncé d'ici le 20 décembre et que cette revalorisation s'ajoutera aux mesures déjà prises pour que "le travail paie davantage". Reuters 6 décembre 2017

- Agents de nettoyage : 33e jour de grève sur le réseau Paris-Nord - Libération.fr

Une centaine de salariés a reconduit, ce lundi, la mobilisation en cours depuis le 2 novembre. Objectif : défendre leurs conditions de travail face à leur nouvel employeur Onet.

C'est le 33e jour de grève. Comme tous les matins depuis le début du mois dernier, les agents de nettoyage du réseau ferroviaire nord-parisien se sont réunis lundi à 9 heures à la gare Saint-Denis pour voter la reconduction de la mobilisation. Les salariés de la société H. Reinier – leur nouvel employeur est une filiale d'Onet, en charge du nettoyage de 75 gares dans le nord de l'Ile-de-France – et les organisations syndicales CFDT, FO et Sud-Rail, se sont prononcés à l'unanimité en faveur d'une poursuite de la protestation.

Les revendications ? Le maintien du nombre de salariés – ils sont aujourd'hui 112, ils risquent de n'être plus que 104 –, l'augmentation de la prime du panier repas (qui est actuellement de 1,90 euro et qu'ils veulent voir grimper à 4 euros –, l'annulation de la clause de mobilité – ils veulent rester des agents fixes – et la revalorisation de la prime vacance.

Depuis le 2 novembre, soit le lendemain de leur transfert chez le nouveau prestataire, la quasi-totalité des agents de nettoyage a bloqué cinq gares situées dans le secteur nord de la région parisienne, afin d'empêcher quiconque d'en nettoyer les quais et halls. Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, des employés intérimaires de la société Onet se sont rendus à la gare Saint-Denis, escortés de la police, pour nettoyer les quais débordés par les ordures depuis des semaines.

«Ils étaient plus nombreux, nous n'avons rien pu faire pour les en empêcher», raconte Diadié Diakhité, cheminot CFDT à la SNCF. C'est sûr, ce n'est pas une situation franchement sympathique pour les usagers du RER [cela concerne les lignes B, D, H, C et K, ndlr], mais c'est un moyen de pression fort pour obtenir de notre nouvel employeur des garanties sur le papier.»

Lundi après-midi, les salariés avaient rendez-vous avec des responsables d'Onet pour reprendre les négociations – la troisième rencontre depuis le début de la grève. Selon Diadié Diakhité, les employés sont sortis de la réunion avant la fin des discussions, écœurés par les courriers de sanctionnés disciplinaires reçus par certains d'entre eux : «Nous entamerons demain notre 34e jour de grève.» Libération 4 décembre

- La France a toujours la retraite la plus longue de l'OCDE - AFP

Les Français partent plus tôt et restent plus longtemps à la retraite que tous les autres citoyens de l'OCDE, avec en prime des revenus plus élevés que la moyenne, selon une étude publiée mardi par l'organisation.

La France reste championne du monde de la durée de la retraite: en 2016, on y sortait du marché du travail en moyenne à 60,2 ans et avec une "espérance de vie résiduelle" de 25,6 ans, précise l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans son Panorama des pensions 2017.

L'âge de sortie du marché du travail prend en compte tous ceux qui sortent de la population active au-delà de 40 ans pour diverses raisons, y compris l'invalidité et l'inactivité, ce qui tend à "sous-estimer l'âge effectif de la retraite", reconnaît l'organisation.

La France affiche néanmoins la fois l'âge de sortie le plus précoce des 35 pays membres de l'OCDE (64,4 ans en moyenne) et la durée la plus longue (20,3 ans en moyenne).

L'Hexagone se distingue par "une forte baisse de l'emploi après 60 ans" et "un faible âge normal de la retraite": pour une carrière sans interruption débutée à 20 ans, un Français bénéficiait en 2016 d'une pension sans décote à 61,6 ans, contre 63,9 ans en moyenne dans l'OCDE.

La France va toutefois rattraper "une partie de son retard" avec l'allongement de la durée de cotisation (43 ans en 2035) et la réforme des régimes complémentaires obligatoires (Agirc-Arrco) qui se traduira par un système de bonus-malus temporaire à partir de 2019, pour inciter les salariés à reporter leur départ en retraite.

L'âge "normal" va ainsi reculer progressivement à 64 ans d'ici 2060 pour les Français, tandis que la moyenne de l'OCDE passera à 65,7 ans.

Les retraités français continueront tout de même à bénéficier d'un meilleur "taux de remplacement net" que la moyenne. Avec les règles actuelles, la pension sans décote après cotisations et impôts représente 74% du dernier salaire, contre 63% en moyenne dans l'OCDE.

En prenant en compte tous leurs revenus, dont ceux du travail et du capital, les Français de plus de 65 ans touchaient, en 2014, 103,4% du revenu moyen de l'ensemble de la population du pays. Un score qui les place, une fois encore, en tête du palmarès de l'OCDE. AFP 5 décembre 2017

Oligarchie mondiale. Faites sauter la banque !

- Pologne: un banquier brillant à la tête du gouvernement - AFP

Le parti conservateur au pouvoir en Pologne a décidé jeudi de remplacer la Première ministre Beata Szydlo, une fille de mineur et ex-élue de province que son euroscepticisme a empêchée de conquérir l'étranger, par un jeune ex-banquier brillant qui devrait y réussir beaucoup mieux. AFP

- Accord entre la Grèce et ses créanciers sur les réformes - Reuters

La Grèce et ses créanciers de la zone euro sont parvenus samedi à un accord préliminaire sur les réformes qu'Athènes doit mettre en oeuvre dans le cadre de son programme d'aide international, une étape qui pourrait permettre au pays de sortir de ce plan d'aide en août.

L'accord porte sur une série de mesures politiquement sensibles, couvrant notamment des questions budgétaires, des réformes du marché du travail et de celui de l'énergie, les mauvaises créances et les privatisations. Reuters 3 décembre 2017

- Dix-sept paradis fiscaux sur la liste noire de l'UE - Reuters

Les ministres européens des Finances ont adopté mardi une liste noire des paradis fiscaux sur laquelle figurent 17 "juridictions", toutes extérieures à l'Union, a annoncé le Français Bruno Le Maire.

On y trouve Bahreïn, la Barbade, la Corée du Sud, les Emirats arabes unis, Grenade, Guam, Macao, les îles Marshall, la Mongolie, la Namibie, les Palaos, Panama, Sainte-Lucie, les îles

Samoa et les Samoa américaines, Trinité-et-Tobago et la Tunisie, selon des responsables européens.

Quarante-sept autres juridictions dont la fiscalité n'est pas conforme aux normes européennes mais qui se sont engagées à y remédier se trouvent sur une deuxième liste publique dite "grise", a poursuivi le ministre français des Finances.

"Cette liste représente un progrès substantiel. Elle a le mérite d'exister", a déclaré Pierre Moscovici, commissaire européen à la Fiscalité.

"Mais, parce que c'est la première, c'est une réponse insuffisante face à l'ampleur de l'évasion fiscale à l'échelle mondiale", a-t-il toutefois tempéré.

Après une série de révélations dans la presse, les Etats membres se sont entendus en février pour dresser un inventaire des paradis fiscaux. Les experts de l'UE ont passé près d'un an à enquêter sur 92 entités.

Celles qui ont été retenues sur la liste noire pourraient être privées de fonds européens. D'autres sanctions seront décidées dans les semaines à venir, a ajouté Bruno Le Maire.

Plusieurs organisations non gouvernementales pour lesquelles le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas ou l'Irlande ne respectent pas les règles européennes, se sont indignées que l'enquête n'ait porté sur aucun Etat membre de l'UE. Reuters 5 décembre 2017

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen: le président Hadi veut reprendre Sanaa, après la mort de Saleh - AFP

Le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, en exil en Arabie saoudite, a annoncé le lancement d'une opération militaire pour reprendre la capitale Sanaa, contrôlée par les Houthis, quelques heures après la mort confirmée de l'ex-président du Yémen Ali Abdallah Saleh.

L'ex-dirigeant à la tête d'un gouvernement reconnu par la communauté internationale, M. Hadi a encouragé lundi les Yéménites à "ouvrir une nouvelle page" de l'histoire du pays.

A Sanaa, où les affrontements entre rebelles se poursuivaient lundi soir, les Houthis donnaient l'impression de prendre le dessus sur les forces de M. Saleh, selon des journalistes sur place.

"Le ministère de l'Intérieur (contrôlé par les Houthis) annonce la fin de la milice de la trahison et la mort de son chef (Ali Abdallah Saleh) et d'un certain nombre de ses éléments criminels", a affirmé la télévision des Houthis, Al-Massirah, en citant un communiqué.

Une vidéo remise lundi à un journaliste de l'AFP par les Houthis montrait le cadavre de ce qui semble être l'ancien président Saleh, évincé du pouvoir en 2012 dans le sillage du Printemps arabe.

Ce décès a ensuite été confirmé par une dirigeante de son parti, le Congrès populaire général (CPG).

Selon elle, l'ancien président et d'autres hauts responsables du CPG ont été la cible de tirs nourris de Houthis alors qu'ils quittaient Sanaa vers des zones tenues par des forces pro-Saleh.

Une source militaire a précisé à l'AFP, sous couvert de l'anonymat, qu'un convoi de quatre véhicules avait été bloqué à environ 40 km au sud de la capitale. Selon elle, Saleh a été tué par balle avec deux hauts dirigeants du CPG.

Dans un discours retransmis sur Al-Massira, le chef rebelle Abdelmalek Al-Houthi, 38 ans, s'est félicité en soirée de "l'échec du complot", sans mentionner le sort de l'ex-président Saleh.

Il faisait référence à la violente rupture d'alliance, la semaine dernière, entre M. Saleh et les rebelles Houthis, issus de la minorité zaidite, une branche du chiisme.

Cette alliance avait été scellée il y a trois ans et, depuis, les deux camps contrôlaient conjointement la capitale au détriment du gouvernement de Abd Rabbo Mansour Hadi, réfugié dans le sud du Yémen.

Les affrontements entre alliés, qui ont éclaté mercredi, ont fait au moins 100 morts et blessés, selon des sources de sécurité et hospitalières.

Après ce revirement d'alliance, Ali Abdallah Saleh avait tendu la main samedi à l'Arabie saoudite, qui intervient militairement au Yémen en soutien du gouvernement Hadi, en échange de la levée du blocus que Ryad impose au Yémen.

Les Houthis avaient dénoncé une "grande trahison".

Lundi, le président Hadi a "donné pour ordre à son vice-président Ali Mohsen al-Ahmar, qui se trouve à Marib (100 km de Sanaa), d'activer la marche (...) vers la capitale", selon un membre de son entourage.

Baptisée "Sanaa l'Arabe", l'opération consisterait, selon cette source, à prendre la capitale en tenailles. D'après des sources militaires loyalistes à Marib, sept bataillons ont reçu l'ordre de marcher sur Sanaa.

Pour tenter d'affaiblir les rebelles, le gouvernement yéménite a également annoncé sa volonté d'offrir une amnistie à tous ceux qui cesseraient de collaborer avec eux, une main tendue aux pro-Saleh.

La guerre au Yémen a fait plus de 8.750 morts depuis mars 2015 et l'intervention d'une coalition militaire menée par Ryad contre les Houthis.

La coalition sous commandement saoudien a exhorté lundi les civils à se tenir à "plus de 500 mètres" des zones contrôlées par les rebelles, laissant supposer une intensification de ses raids aériens.

Par ailleurs, selon des experts américains cités lundi par le New York Times, le système anti-missile Patriot déclenché le mois dernier par l'Arabie saoudite pour intercepter un missile balistique tiré par les Houthis a échoué à en détruire l'ogive, qui a explosé sur l'aéroport de Ryad, contrairement aux affirmations du régime.

Des responsables saoudiens avaient annoncé le 4 novembre avoir intercepté et détruit un missile balistique qui provenait du Yémen en guerre. AFP 5 décembre 2017

ECONOMIE

Russie

- La Russie lance son titanesque projet gazier Yamal dans l'Arctique - AFP

C'est un projet hors-norme, au bout du monde: la Russie inaugure vendredi son gigantesque site gazier Yamal en Sibérie arctique, érigé dans des conditions climatiques et géologiques extrêmes, avec la participation du français Total et de la Chine.

Le groupe privé russe Novatek, à la tête du consortium international qui mène le projet, a prévu de faire partir la première cargaison de gaz naturel liquéfié (GNL) du port de Sabetta vendredi, après avoir annoncé cette semaine le début de la production de GNL sur la première ligne de production, dont la capacité prévue est de 5,5 millions de tonnes par an.

Ce projet à 27 milliards de dollars, un des plus vastes et ambitieux du monde dans le secteur, vise à construire en trois étapes une usine de liquéfaction de gaz permettant de produire à terme 16,5 millions de tonnes par an à partir de 2019.

Ce lancement est un premier succès pour le projet, détenu par Novatek (50,1%), le français Total (20%) et les chinois CNPC (20%) et Silk Road Fund (9,9%), qui a connu des défis techniques et financiers.

Car si la péninsule de Yamal dispose de ressources considérables, il s'agit également d'une région isolée au nord du cercle arctique, à 2.500 kilomètres de Moscou, où le thermomètre peut descendre jusqu'à -50°C.

Depuis le début du chantier fin 2013, il a fallu construire un aéroport et un port en plus des réservoirs et de l'usine elle-même, en dépit de la glace omniprésente une grande partie de l'année.

"Malgré des conditions d'exploitation difficiles, Yamal LNG a été livré à temps et en respectant le budget. C'est inhabituel dans l'industrie du GNL", estime Samuel Lussac, spécialiste du secteur des hydrocarbures russe du cabinet Wood Mackenzie.

Avec ce lancement, "Novatek, autrefois fournisseur local de gaz, devient un acteur mondial du GNL", ajoute-t-il. Le projet permettra également à Total de monter en puissance dans le secteur GNL, dont il est le deuxième acteur mondial.

Le financement du chantier a pourtant été compliqué par les sanctions américaines contre Novatek, qui avaient brusquement rendu impossible le financement du projet par les banques occidentales. Celui-ci a pu finalement se réaliser grâce à l'apport de fonds chinois.

Un soulagement pour la Russie, pour qui ce projet présente une importance stratégique. D'une part, elle compte démontrer sa capacité à exploiter les ressources considérables de l'Arctique malgré les défis technologiques.

D'autre part, elle veut renforcer sa présence sur le marché disputé du GNL et alimenter ainsi davantage les pays asiatiques, alors qu'elle exporte actuellement surtout vers l'Europe par gazoducs.

Mais selon Samuel Lussac, le projet reste soumis à des risques: les premiers mois montreront "si l'usine peut fonctionner sans accroc dans l'environnement hostile de l'Arctique", et "le transport par le passage du Nord-Est en est à ses débuts, il n'y a pas de certitude quant à sa viabilité en tant que voie majeure de livraison de GNL".

Valery Nesterov, analyste chez Sberbank, se veut plus optimiste: le projet "braque les projecteurs sur l'Arctique russe et donnera plus de clarté" sur son avenir, permettant notamment de "développer la route du Nord-Est".

La Russie mise beaucoup sur le développement du trafic maritime par cette route, un raccourci maritime rendu accessible par le réchauffement climatique et ponctué de ports et de bases militaires susceptibles de secourir les navires en détresse.

Cette route, qui longe les côtes septentrionales de la Sibérie, permet aux navires de gagner 15 jours par rapport à la voie classique qui passe par le canal de Suez, selon Total.

A Yamal, où le site ne disposait d'aucune voie d'accès terrestre ou maritime au début du projet, quinze méthaniers brise-glace seront progressivement mis en service d'ici 2019 pour livrer le GNL vers l'Europe (46%) et l'Asie (54%), selon le groupe.

Le premier d'entre eux, le méthanier "Christophe de Margerie", du nom de l'ancien PDG de Total décédé dans un accident d'avion en 2014 en Russie, doit emporter la première cargaison de Yamal vendredi. Ce méthanier de 300 mètres de long est le premier navire commercial à avoir franchi la route du Nord-Est sans assistance au mois d'août.

Après Yamal, Novatek prévoit de développer un nouveau projet dans le Grand Nord, Arctique-2. Ce projet géant sur la péninsule de Gydan, dans la mer de Kara, dont la fin de la première phase de construction est prévue en 2022-2023, doit à terme produire autant que Yamal. AFP8 décembre 2017